

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL



PROGRAMA MUNDIAL DE ALIMENTOS

WORLD FOOD PROGRAM

Please quote:
Référence:
Sivase citar

Via delle Terme di Caracalla
ROME

Cable Address: FOODAGRI, ROME
Tel. 590011 - 590211 - 599071
Telex: 61181 FOODAGRI

C/TEC 320/10

NOV. 28 1962

1. Mi. A. H. Boerma
2. File

Avec les Compliments
de

A.H. Boerma
Directeur exécutif

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

DE L'ONU ET DE LA FAO

FORMULE-TYPE POUR LA PRESENTATION D'UN PROJET

EN VUE D'OBTENIR UNE AIDE

Pays

Titre du projet : _____

Localité : _____

Date de présentation : _____

1. Description du projet

Donner une description détaillée du projet et en expliquer les buts. Les points à traiter sont notamment les suivants :

- a) QUEL PROBLEME LE PROJET SE PROPOSE-T-IL DE RESOUDRE ?
- b) QUELLE ZONE LE PROJET VISE-T-IL ? EST-IL POSSIBLE DE LA DELIMITER SUR UNE CARTE APPROPRIEE ?
- c) QUELS TYPES D'ACTIVITES SE PROPOSE-T-ON D'ENTREPRENDRE ET COMBIEN DE PERSONNES Y SERONT-ELLES INTERESSEES ?
- d) LE PROJET A-T-IL VALEUR DE DEMONSTRATION EN CE SENS QU'IL AIDERA LA POPULATION A ACQUERIR DES CONNAISSANCES NOUVELLES OU A ADOPTER DE NOUVELLES PRATIQUES ? COMPTE-T-ON ETENDRE A D'AUTRES ZONES LES RESULTATS OBTENUS DANS LE CADRE DES PREMIERES OPERATIONS ET SI OUI, DE QUELLE MANIERE ?

2. Importance attachée au projet

Il est évidemment souhaitable que le projet soumis soit de ceux auxquels les autorités nationales attachent le plus de prix, de sorte que l'on puisse compter sur leur entier concours. Les questions à traiter ici sont par exemple :

- a) LE PROJET FIGURE-T-IL DANS LE PLAN NATIONAL DE DEVELOPPEMENT OU VISE-T-IL L'UN DES OBJECTIFS DE CE PLAN ? SI UN ORDRE DE PRIORITE Y EST DETERMINE, EST-IL POSSIBLE DE SAVOIR LE RANG QU'OCCUPE LE PROJET EN QUESTION ?
- b) S'IL N'EXISTE PAS DE PLAN DE DEVELOPPEMENT, LE PROJET EST-IL CONFORME AUX POLITIQUES ACTUELLES DE DEVELOPPEMENT DU PAYS ?

- c) SI LES POLITIQUES NE SONT PAS ELLES-MEMES CLAIREMENT DEFINIES, PEUT-ON DIRE QUE LE PROJET CORRESPOND A UNE EXPECTATIVE RAISONNABLE TOUCHANT LE POTENTIEL DE CROISSANCE DU PAYS ?

3. Dispositif local pour l'exécution du projet

L'expérience enseigne que l'existence d'un dispositif local efficace pour l'exécution du projet peut apparaître comme l'une des principales conditions de succès. A cet égard, il y a lieu de préciser les points suivants :

- a) DENOMINATION ET STATUT DE L'AGENT D'EXECUTION
- b) EFFECTIFS ADMINISTRATIFS ET OPERATIONNELS NECESSAIRES POUR LA MISE EN OEUVRE DU PROJET. RESSOURCES ET MOYENS SUR LESQUELS POURRA COMPTER L'AGENT D'EXECUTION POUR FAIRE FACE A CES BESOINS.

4. Calendrier des opérations

Il convient d'indiquer le calendrier des opérations pour toutes les phases d'exécution du projet. Préciser notamment :

- a) LA DATE A LAQUELLE ON SE PROPOSE D'ENTREPRENDRE LES TRAVAUX, LES PRINCIPALES PHASES D'EXECUTION DU PROJET ET LEUR DUREE PREVUE.
- b) LA PERIODE DURANT LAQUELLE UNE AIDE EXTERIEURE, SOUS FORME DE DENREES ALIMENTAIRES ET SOUS D'AUTRES FORMES, SERA NECESSAIRE.

5. Situation du projet lorsque prendra fin l'aide fournie au titre du PAM

Etant donné que le Programme alimentaire mondial doit avoir une durée de trois ans (du 1er janvier 1963 au 31 décembre 1965), aucun engagement à plus long terme ne peut être pris en matière d'aide alimentaire. Il est donc indispensable de savoir ce qu'il adviendra des projets, dont l'exécution n'aura pas été achevée dans ces délais. Les questions auxquelles il s'agit de répondre ici sont notamment de cet ordre :

- a) EST-IL PREVU QUE LE PROJET CONTINUERA APRES QU'AURA PRIS FIN L'AIDE FOURNIE AU TITRE DU PAM ? S'IL EN EST AINSI, COMMENT ENVISAGE-T'ON DE POURSUIVRE LES OPERATIONS ?
- b) COMMENT ENTEND-ON CONSERVER, LORSQU'AURA PRIS FIN L'AIDE FOURNIE AU TITRE DU PAM, LES AVANTAGES ACQUIS GRACE AU PROJET ?

6. Coût total du projet

Bien que les formes d'assistance autres que l'aide alimentaire ne soient pas directement du ressort du PAM, il est indispensable de connaître le coût total du projet proposé, afin d'avoir un tableau d'ensemble et de pouvoir apprécier la mesure dans laquelle l'aide alimentaire peut en tant que telle contribuer à sa réalisation. A ce propos, il convient notamment d'indiquer :

- a) A COMBIEN S'ELEVENT LES ESTIMATIONS DU COUT TOTAL DU PROJET EN CAPITAL ? COMMENT LES DEPENSES SE REPARTISSENT-ELLES ? COMMENT SONT-ELLES ECHELONNEES ?
- b) A COMBIEN S'ELEVENT LES ESTIMATIONS DES DEPENSES RENOUVELABLES : FONDS DE ROULEMENT, PERSONNEL TECHNIQUE, MAIN-D'OEUVRE, FRAIS GENERAUX, etc. ?
- c) A COMBIEN S'ELEVENT LES ESTIMATIONS DES DEPENSES A COUVRIR PAR : LE GOUVERNEMENT POUR LE DECHARGEMENT, L'ENTREPOSAGE, LE TRANSPORT ET LA DISTRIBUTION DES DENREES ALIMENTAIRES DEMANDEES AU PAM ?

7. Besoins d'assistance technique étrangère

Certains projets peuvent nécessiter une assistance technique extérieure. Les questions qui se posent à cet égard sont par exemple :

- a) DANS QUELS DOMAINES SPECIALISES DES EXPERTS ETRANGERS SONT-ILS NECESSAIRES ? PENDANT COMBIEN DE MOIS LE CONCOURS DE CHAQUE EXPERT EST-IL REQUIS ET A PARTIR DE QUELLE DATE ?
- b) DANS QUELLE MESURE EST-IL POSSIBLE DE RECOURIR AUX AVIS DES EXPERTS DEJA DISPONIBLES DANS LE PAYS AU TITRE DU PEAT, DU FONDS SPECIAL OU DES PROGRAMMES BILATERAUX ?
- c) SI LE CONCOURS D'AUTRES EXPERTS ETAIT NECESSAIRE, LE GOUVERNEMENT SERAIT-IL DISPOSE A EN ASSUMER LE COUT (AU MOYEN DE FONDS DE DEPOT, PAR EXEMPLE, OU D'AUTRE MANIERE) ? AUTREMENT, COMMENT PROPOSE-T-ON DE FINANCER LES ACTIVITES D'ASSISTANCE TECHNIQUE QU' IMPLIQUE LE PROJET ?

8. Viabilité du projet

Il ne suffit pas qu'un projet soit conforme au plan ou aux politiques de développement d'un pays (voir section 2 du présent modèle), encore faut-il qu'il soit techniquement et économiquement valable. Il serait donc opportun d'indiquer entre autres choses :

- a) SI UN EXAMEN RECENT A PERMIS D'ETABLIR QUE LE PROJET EST VIABLE DU POINT DE VUE TECHNIQUE ET ECONOMIQUE ET, LE CAS ECHEANT, S'IL EST POSSIBLE D'AVOIR COMMUNICATION DU RAPPORT RELATIF A CETTE EVALUATION.
- b) SI, A DEFAUT D'UN TEL RAPPORT, UNE ETUDE TENDANT A ETABLIR QUE LE PROJET EST VIABLE POURRAIT MAINTENANT ETRE PRESENTEE .

9. Aide demandée au PAM

Les renseignements fournis ici devraient être particulièrement détaillés. Les questions qui se posent sont les suivantes :

- a) QUELS SONT LES TYPES DE DENREES ALIMENTAIRES (OU D'ALIMENTS POUR LE BETAIL) NECESSAIRES DANS LE CADRE DU PROJET ? QUELLES

QUANTITES DE CHAQUE PRODUIT (EN TONNES) S'AGIT-IL D'OBTENIR ?
INDIQUER LES QUALITES VOULUES, D'APRES LES SPECIFICATIONS
COMMERCIALES COURANTES ?

(Les réponses à ces questions devraient se fonder sur des données telles que l'effectif du personnel qui sera employé à l'exécution du projet, le nombre des journées de travail nécessaires, le nombre des personnes à nourrir dans les familles des travailleurs, les rations mensuelles de chaque produit demandé, etc.).

- b) QUEL SERAIT LE PORT D'ENTREE ?
- c) A QUELLE EPOQUE OU A QUELLES EPOQUES LES LIVRAISONS DE DENREES ALIMENTAIRES DEVRAIENT-ELLES AVOIR LIEU ?
- d) QUELLES SONT LES DISPOSITIONS PREVUES POUR L'ENTREPOSAGE ET LE TRANSPORT DES DENREES ALIMENTAIRES ?
- e) QUELLE PROCEDURE LE GOUVERNEMENT COMPTE-T-IL ADOPTER POUR LA DISTRIBUTION DES DENREES ALIMENTAIRES DANS LA ZONE D'OPERATIONS ?
- f) Y A-T-IL D'AUTRES ORGANISMES QUI S'OCCUPENT DE PROGRAMMES D'AIDE ALIMENTAIRE DANS LE PAYS ? SI OUI, LA PRESENTE REQUETE EST-ELLE DEJA EXAMINEE PAR L'UN D'ENTRE EUX ?

10. Fonds de contrepartie

L'aide alimentaire sera fournie par le PAM à titre de don et devrait normalement être utilisée pour des distributions directes en nature. Lorsque le gouvernement bénéficiaire envisage de procéder autrement, la méthode choisie peut entraîner la constitution de fonds de contrepartie en monnaie locale. En pareil cas, préciser ce qui suit :

QUELLES DISPOSITIONS AUTRES QUE LA DISTRIBUTION DIRECTE DES PRODUITS EN NATURE SONT-ELLES ENVISAGEES PAR LE GOUVERNEMENT TOUCHANT L'UTILISATION DE L'AIDE DU PAM ? EN RESULTERA-T-IL DES FONDS DE CONTREPARTIE EN MONNAIE LOCALE ? A COMBIEN DEVRAIENT S'ELEVER, LE CAS ECHEANT, DE TELS FONDS ? QUEL USAGE LE GOUVERNEMENT SE PROPOSE-T-IL D'EN FAIRE ?

11. Eléments du coût autres que les denrées alimentaires

En règle générale, le PAM ne prend pas à sa charge les dépenses non afférentes aux denrées alimentaires. Ces dépenses, dont traite la section 6, doivent être couvertes par le pays bénéficiaire qui utilise à cette fin ses propres ressources en monnaie nationale et en devises étrangères, ou fait appel à des sources extérieures. Il y a lieu d'indiquer notamment ce qui suit :

- a) LE GOUVERNEMENT COMPTE-T-IL PRENDRE DES DISPOSITIONS BUDGETAIRES, ET DANS CE CAS, EST-IL POSSIBLE D'AVOIR DES DETAILS ?
- b) SI ON ENVISAGE DE FAIRE APPEL A UNE AIDE FINANCIERE EXTERIEURE, EST-IL POSSIBLE D'INDIQUER LES MONTANTS ET LES SOURCES ? A QUEL POINT EN SONT LES NEGOCIATIONS ?

12. Incidences de l'aide alimentaire sur les producteurs nationaux et étrangers.

Selon les règlements du PAM, l'aide alimentaire fournie dans le cadre d'un projet ne doit se substituer à aucune denrée déjà offerte sur le marché, mais se traduire par un surcroît de consommation, de telle sorte qu'elle n'exerce aucun effet perturbateur sur les débouchés des producteurs nationaux ou étrangers de denrées équivalentes. Au contraire, il faut prévoir que l'expansion de la consommation alimentaire rendue possible par le PAM entraînera à la longue, grâce à l'augmentation de la productivité, à l'essor des entreprises de développement et à l'introduction de nouvelles habitudes alimentaires, un élargissement des marchés. Les questions à traiter ici sont notamment les suivantes :

- a) QUELS EFFETS PREVOIT-ON QUE L'AIDE ALIMENTAIRE POURRA AVOIR
 - 1) SUR LES PRIX LOCAUX ?
 - 2) SUR LE VOLUME DES IMPORTATIONS ?
- b) LE SURCROIT DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE AURA-T-IL A LONGUE ECHEANCE DES EFFETS ECONOMIQUES FAVORABLES ET CONTRIBUERA-T-IL AU RELEVEMENT DU POUVOIR D'ACHAT ? LE GOUVERNEMENT EST-IL EN MESURE D'INDIQUER DE QUELLE MANIERE SEMBLABLES PERSPECTIVES POURRAIENT SE CONCRETISER ?

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL



PROGRAMA MUNDIAL DE ALIMENTOS

WORLD FOOD PROGRAM

Please quote: WFP/9
Référence:
Sirvase citar:

Via delle Terme di Caracalla
ROME

Cable Address: FOODAGRI, ROME
Tel. 590011 - 590211 - 599071
Telex: 61181 FOODAGRI

CONFIDENTIAL

NOV. 5 1962

Dear Sir,

Following my previous communications WFP 3 and 4 dated 4 July and 3 August respectively, in which I gave you preliminary information on the World Food Program, I am pleased to inform you that the second session of the Inter-Governmental Committee which took place a few days ago in Rome has given me authority to start operations under the Program.

... We are now ready to deal with requests which Governments may wish to submit for assistance under the World Food Program. In order to standardize the procedure for such submissions, I have prepared a pro-forma which I attach herewith in several copies. Although the pro-forma is self-explanatory, I feel it necessary to give you herewith some additional explanation for your confidential guidance.

A request for food aid to the World Food Program can originate with any local organization, but it will be recognized only when it is sponsored by the Government of the country. In the case of a Federal State, the sponsoring authority should be the Central Government. The requests should then be submitted to me through your office.

Although the responsibility for completing the pro-forma is that of the requesting Government, it will be helpful if you can assist them in this task. You will obviously consult the FAO Country Representative and field staff of other Specialized Agencies, according to the subject matter involved.

/...

Mr. R. Gardiner

Resident Representative of the UN
Technical Assistance Board and Director of
Special Fund Programs in the Congo
LEOPOLDVILLE

Since the World Food Program is an experimental Program lasting for three years, you will realize that it would be desirable to select projects already in a stage which would allow us to take early action. This, of course, should not prevent Governments from thinking in terms of new projects which might be profitably undertaken on the strength of World Food Program aid, but you should not encourage submission of projects which require any considerable preliminary investigations before operations can be initiated.

The pro-forma has been drawn up mainly with an eye to the requirements of projects in the field of economic and social development. Since, as you know, our operations also include emergency and special feeding programs, the pro-forma will need to be adapted to suit these simpler types of proposals. Emergency and special feeding programs will obviously call for less elaborate formulation. I have in mind particularly items 2, 5, 8, 10 and 12 of the pro-forma which will either not apply or will need to be treated only lightly.

I would attach a great deal of significance to the priority likely to be attached by the Government to the project and to the efficiency of the agency which would be in charge of the execution of the Project. Experience shows that countries are inclined to underestimate the time required to carry out and complete a project. They are also too often reluctant to visualize what will happen to a project when external aid is withdrawn. It is, therefore, essential that you impress upon the Government the need to provide clear information on these points. In addition, we shall appreciate your own confidential judgment on this and other matters, which may be provided under separate cover.

You will notice that in item 6 of the pro-forma information is asked as to the Government's need for foreign technical assistance. We do not wish to discourage Governments from asking for such assistance but you will realize that the preparation of projects which entail the time-consuming process of mobilizing foreign technical assistance on any appreciable scale may cause undue delays. If expertise from outside be regarded as necessary the first thing should be to obtain short-term assistance from foreign technicians already working in the country or from ad hoc visits of U.N. or Specialized Agencies personnel located in their Regional or Headquarters Offices. If these expedients prove to be insufficient, the Government may then turn to seek assistance under ETAP, Trust Funds including the Freedom-from-Hunger Campaign and programs of bilateral aid.

If the Government has made a request for food aid under another program operating in the country, you would be well advised to discourage them from submitting another request to us for the same or a similar project before the results of the earlier request are known. If the request to the other source fails, we should, of course, like to know the reason why.

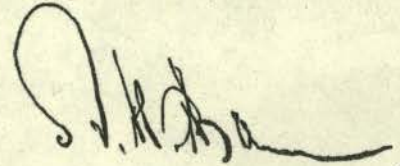
I hope the information contained in this letter is sufficient for the time being to guide you in obtaining well-conceived requests from the Government on specific and concrete projects. In helping recipient countries to complete the pro-forma, you should stress that the material submitted need not be voluminous. The important thing is that it should be factual, to the point, and expressed as far as possible in quantitative terms.

Where copies of the pro-forma are required in French and Spanish, these will follow later.

Should you require any further information, please do not hesitate to write.

Thanking you for your cooperation,

Yours sincerely,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'A.H. Boerma', with a long horizontal flourish extending to the right.

A.H. Boerma
Executive Director

WORLD FOOD PROGRAM
OF THE U.N. AND FAO
PRO-FORMA FOR SUBMISSION OF A PROJECT
FOR ASSISTANCE

Country _____

Title of project : _____

Location : _____

Date of submission: _____

1. Description of project

This section should include a detailed description of the project and an explanation of its purpose. Answers should be given to questions such as these:

- (a) WHAT IS THE PROBLEM THE PROJECT AIMS TO SOLVE?
- (b) WHAT AREA IS THE PROJECT INTENDED TO SERVE AND CAN IT BE INDICATED ON A SUITABLE MAP?
- (c) WHAT TYPES OF ACTIVITIES ARE PROPOSED TO BE UNDERTAKEN AND HOW MANY PERSONS WILL BE INVOLVED IN THEM?
- (d) HAS THE PROJECT A DEMONSTRATION VALUE BY WAY OF HELPING THE PEOPLE TO ACQUIRE SOME NEW KNOWLEDGE OR ADOPT SOME NEW PRACTICE? IS IT INTENDED TO SPREAD THE EFFECT BY MULTIPLYING THE PROJECT IN OTHER AREAS? IF SO, WHAT STEPS ARE CONTEMPLATED TO THIS END?

2. Priority position of project

It is obviously desirable that the project submitted should occupy a high priority in the eyes of the government of the country so as to be assured of full support. Examples of questions to be answered are:

- (a) IS THE PROJECT OR THE PURPOSE IT PROPOSES TO SERVE INCLUDED IN THE DEVELOPMENT PLAN OF THE COUNTRY? IF PRIORITIES ARE INDICATED IN SUCH A PLAN, IS IT POSSIBLE TO ASCERTAIN THE POSITION OF THE PROJECT WITHIN THESE PRIORITIES?
- (b) IF A DEVELOPMENT PLAN IS NOT AVAILABLE, IS THE PROJECT IN LINE WITH THE CURRENT DEVELOPMENT POLICIES OF THE COUNTRY?
- (c) SHOULD POLICIES NOT BE CLEARLY DEFINED, IS THE PROJECT IN CONFORMITY WITH REASONABLE EXPECTATIONS OF THE COUNTRY'S POTENTIAL GROWTH?

3. Local machinery for executing project

Experience so far indicates that an efficient local machinery for executing the project may turn out to be one of the principal conditions for its success. Under this item questions such as the following should be answered:

- (a) WHAT IS THE DESIGNATION AND STATUS OF THE EXECUTING AGENCY?
- (b) WHAT ARE THE REQUIREMENTS OF ADMINISTRATIVE AND OPERATIONAL PERSONNEL FOR UNDERTAKING THE PROJECT? WHAT ARE THE RESOURCES AND FACILITIES WHICH THE AGENCY CAN BE EXPECTED TO COMMAND TO MEET SUCH REQUIREMENTS?

4. Time schedule

The timing for the execution of the project in all its phases should be indicated. Questions to be answered will include:

- (a) WHAT IS THE PROPOSED DATE OF COMMENCEMENT OF EXECUTION, WHAT ARE THE PRINCIPAL STAGES OF DEVELOPMENT OF THE PROJECT AND HOW LONG ARE THEY ASSUMED TO LAST?
- (b) WHAT IS THE PERIOD DURING WHICH EXTERNAL ASSISTANCE, IN TERMS OF FOOD AND OTHER ITEMS, WILL BE REQUIRED?

5. Position of project upon termination of WFP aid

Since the World Food Program is intended to last for three years (1 January 1963 to 31 December 1965), no commitment for food aid can be made beyond this period. It is therefore essential to know what will happen to a project which is not completed during this time. Questions of the following type should be answered:

- (a) IS IT VISUALISED THAT THE PROJECT WILL CONTINUE AFTER WFP AID IS WITHDRAWN? IF SO, WHAT ARE THE DETAILS OF FOLLOW-UP OPERATIONS?
- (b) HOW IS THE GAIN EXPECTED TO BE ACHIEVED BY THE PROJECT PROPOSED TO BE SUSTAINED UPON TERMINATION OF WFP AID?

6. Total cost of project

Although WFP is not directly concerned with assistance activities other than food aid, it is essential to know what are the total costs of the project submitted in order to get a complete picture and also to judge the extent to which food aid by itself can bring the project into effect. Answers should be given to questions such as these:

- (a) WHAT ARE THE ESTIMATES OF THE TOTAL CAPITAL COST OF THE PROJECT? WHAT IS THE BREAKDOWN OF THESE COSTS? OVER WHAT PERIOD WOULD THEY BE INCURRED?
- (b) WHAT ARE THE ESTIMATES OF THE RECURRENT EXPENDITURES OF THE PROJECT IN TERMS OF WORKING CAPITAL, TECHNICAL PERSONNEL, MANPOWER, GENERAL OVERHEADS, ETC.?
- (c) WHAT ARE THE ESTIMATES OF THE COSTS TO BE DEFRAYED BY THE GOVERNMENT FOR UNLOADING, STORING, TRANSPORTING AND DISTRIBUTING THE FOOD AID PROPOSED UNDER WFP?

7. Requirements of foreign technical assistance

For some projects there may be need for technical assistance to be supplied from external sources. In such event, questions such as the following should be answered:

- (a) IN WHAT FIELDS OF SPECIALISATION ARE FOREIGN EXPERTS NEEDED? FOR HOW MANY MONTHS IS EACH EXPERT NEEDED AND FROM WHAT DATE SHOULD HE COMMENCE OPERATION?
- (b) TO WHAT EXTENT IS IT POSSIBLE TO UTILIZE THE EXPERT ADVICE ALREADY AVAILABLE IN THE COUNTRY UNDER ETAP, SPECIAL FUND OR BILATERAL PROGRAMS?
- (c) SHOULD ADDITIONAL EXPERT ADVICE BE NECESSARY, WOULD THE GOVERNMENT BE PREPARED TO PAY FOR IT (E.G. THROUGH FUNDS-IN-TRUST OR OTHERWISE)? IF NOT, WHAT ALTERNATIVE PROCEDURE IS SUGGESTED FOR FINANCING THE ELEMENT OF TECHNICAL ASSISTANCE IN THE PROJECT?

8. Feasibility of project

Besides being consistent with the development plan or policies of the country, as ascertained under item 2 of this pro-forma, a project should also be sound from a technical and economic standpoint. It would therefore be necessary to answer questions such as the following:

- (a) HAS THE PROJECT BEEN RECENTLY EXAMINED FROM THE STANDPOINT OF ITS TECHNICAL AND ECONOMIC FEASIBILITY? IF SO, COULD A COPY OF SUCH APPRAISAL REPORT BE MADE AVAILABLE?
- (b) IF NO REPORT EXISTS, COULD AN APPRAISAL BE PROVIDED NOW OF THE FEASIBILITY OF THE PROJECT?

9. WFP aid requested

Information under this item should be particularly detailed. Questions to be answered are:

- (a) WHAT ARE THE TYPES OF FOOD (OR FEEDING STUFF) REQUIRED IN THE PROJECT? WHAT ARE THE AMOUNTS NEEDED OF EACH TYPE IN METRIC TONS? WHAT ARE THE DESIRED QUALITIES, ACCORDING TO STANDARD COMMERCIAL TERMINOLOGY?

(Answers to these questions should be based on data such as the number of persons engaged in the project, the number of working days required to complete it, the number of persons in workers' families to be fed, the monthly rations of each commodity requested, etc.)
- (b) WHAT WOULD BE THE PORT OF ENTRY?
- (c) AT WHAT TIME OR TIMES SHOULD THE FOOD BE DELIVERED?
- (d) WHAT ARE THE ARRANGEMENTS PLANNED IN CONNECTION WITH THE STORING AND TRANSPORTING OF THE FOOD?
- (e) WHAT PROCEDURE WILL THE GOVERNMENT ADOPT FOR DISTRIBUTING THE FOOD AT THE SITE OF THE PROJECT?
- (f) IS THERE ANY OTHER AGENCY OPERATING FOOD AID PROGRAMS IN THE COUNTRY? IF SO, IS THE PRESENT REQUEST ALREADY BEING CONSIDERED BY ONE OF THESE AGENCIES?

10. Counterpart funds

Food aid will be provided by WFP on a grant basis, and will normally be expected to be made available to the beneficiaries directly in kind. When different arrangements are envisaged by the recipient

government, counterpart funds in local currency may be generated. In this case, answers should be given to the following question:

WHAT ARRANGEMENTS, OTHER THAN DIRECT DISTRIBUTION IN KIND, ARE ENVISAGED BY THE GOVERNMENT FOR UTILISING WFP AID? WILL SUCH ARRANGEMENTS GENERATE COUNTERPART FUNDS IN LOCAL CURRENCY? WHAT WILL BE THE EXPECTED AMOUNT OF SUCH FUNDS? WHAT USE DO THE GOVERNMENT PROPOSE TO MAKE OF THESE FUNDS?

11. Non-food costs

WFP will not meet, as a rule, non-food costs. These costs, as specified under item 6, have to be met by the recipient country from its own resources of both local currency and foreign exchange and/or from external sources. Questions such as the following should therefore be answered:

- (a) IF THE GOVERNMENT PROPOSE TO MAKE PROVISION IN THEIR BUDGET, COULD DETAILS BE FURNISHED?
- (b) IF IT IS PROPOSED TO SEEK EXTERNAL FINANCIAL AID, COULD AMOUNTS AND SOURCES BE INDICATED? WHAT STAGE HAVE THE NEGOTIATIONS REACHED?

12. Impact of food aid on domestic and foreign producers

Under the terms of operation of WFP, the food aid disbursed in a project must not displace any food which is being already disposed of in the market but must lead to additional consumption, thus having no effect of disrupting the market for the domestic or foreign producers of like food. On the contrary, it is to be expected that the additional food consumption rendered possible by WFP will, through greater labour efficiency, expansion of development undertakings and the introduction of new dietary habits, lead to the creation of larger markets in the long run. Answers to questions such as the following should be given:

- (a) WHAT ARE THE LIKELY EFFECTS OF THE FOOD TO BE RECEIVED UPON PRICES IN THE LOCAL MARKET? WHAT ARE THE POSSIBLE EFFECTS OF THE SAME ON THE VOLUME OF IMPORTS?
- (b) WILL THE ADDITIONAL CONSUMPTION OF FOOD LEAD TO LONG-TERM ECONOMIC GAIN AND HIGHER PURCHASING POWER? IS THE GOVERNMENT IN A POSITION TO INDICATE HOW EXPECTATIONS OF THIS TYPE ARE LIKELY TO BE FULFILLED?

WORLD FOOD PROGRAM
OF THE U.N. AND FAO
PRO-FORMA FOR SUBMISSION OF A PROJECT
FOR ASSISTANCE

Country

Title of project : _____

Location : _____

Date of submission: _____

1. Description of project

This section should include a detailed description of the project and an explanation of its purpose. Answers should be given to questions such as these:

- (a) WHAT IS THE PROBLEM THE PROJECT AIMS TO SOLVE?
- (b) WHAT AREA IS THE PROJECT INTENDED TO SERVE AND CAN IT BE INDICATED ON A SUITABLE MAP?
- (c) WHAT TYPES OF ACTIVITIES ARE PROPOSED TO BE UNDERTAKEN AND HOW MANY PERSONS WILL BE INVOLVED IN THEM?
- (d) HAS THE PROJECT A DEMONSTRATION VALUE BY WAY OF HELPING THE PEOPLE TO ACQUIRE SOME NEW KNOWLEDGE OR ADOPT SOME NEW PRACTICE? IS IT INTENDED TO SPREAD THE EFFECT BY MULTIPLYING THE PROJECT IN OTHER AREAS? IF SO, WHAT STEPS ARE CONTEMPLATED TO THIS END?

2. Priority position of project

It is obviously desirable that the project submitted should occupy a high priority in the eyes of the government of the country so as to be assured of full support. Examples of questions to be answered are:

- (a) IS THE PROJECT OR THE PURPOSE IT PROPOSES TO SERVE INCLUDED IN THE DEVELOPMENT PLAN OF THE COUNTRY? IF PRIORITIES ARE INDICATED IN SUCH A PLAN, IS IT POSSIBLE TO ASCERTAIN THE POSITION OF THE PROJECT WITHIN THESE PRIORITIES?
- (b) IF A DEVELOPMENT PLAN IS NOT AVAILABLE, IS THE PROJECT IN LINE WITH THE CURRENT DEVELOPMENT POLICIES OF THE COUNTRY?
- (c) SHOULD POLICIES NOT BE CLEARLY DEFINED, IS THE PROJECT IN CONFORMITY WITH REASONABLE EXPECTATIONS OF THE COUNTRY'S POTENTIAL GROWTH?

3. Local machinery for executing project

Experience so far indicates that an efficient local machinery for executing the project may turn out to be one of the principal conditions for its success. Under this item questions such as the following should be answered:

- (a) WHAT IS THE DESIGNATION AND STATUS OF THE EXECUTING AGENCY?
- (b) WHAT ARE THE REQUIREMENTS OF ADMINISTRATIVE AND OPERATIONAL PERSONNEL FOR UNDERTAKING THE PROJECT? WHAT ARE THE RESOURCES AND FACILITIES WHICH THE AGENCY CAN BE EXPECTED TO COMMAND TO MEET SUCH REQUIREMENTS?

4. Time schedule

The timing for the execution of the project in all its phases should be indicated. Questions to be answered will include:

- (a) WHAT IS THE PROPOSED DATE OF COMMENCEMENT OF EXECUTION, WHAT ARE THE PRINCIPAL STAGES OF DEVELOPMENT OF THE PROJECT AND HOW LONG ARE THEY ASSUMED TO LAST?
- (b) WHAT IS THE PERIOD DURING WHICH EXTERNAL ASSISTANCE, IN TERMS OF FOOD AND OTHER ITEMS, WILL BE REQUIRED?

5. Position of project upon termination of WFP aid

Since the World Food Program is intended to last for three years (1 January 1963 to 31 December 1965), no commitment for food aid can be made beyond this period. It is therefore essential to know what will happen to a project which is not completed during this time. Questions of the following type should be answered:

- (a) IS IT VISUALISED THAT THE PROJECT WILL CONTINUE AFTER WFP AID IS WITHDRAWN? IF SO, WHAT ARE THE DETAILS OF FOLLOW-UP OPERATIONS?
- (b) HOW IS THE GAIN EXPECTED TO BE ACHIEVED BY THE PROJECT PROPOSED TO BE SUSTAINED UPON TERMINATION OF WFP AID?

6. Total cost of project

Although WFP is not directly concerned with assistance activities other than food aid, it is essential to know what are the total costs of the project submitted in order to get a complete picture and also to judge the extent to which food aid by itself can bring the project into effect. Answers should be given to questions such as these:

- (a) WHAT ARE THE ESTIMATES OF THE TOTAL CAPITAL COST OF THE PROJECT? WHAT IS THE BREAKDOWN OF THESE COSTS? OVER WHAT PERIOD WOULD THEY BE INCURRED?
- (b) WHAT ARE THE ESTIMATES OF THE RECURRENT EXPENDITURES OF THE PROJECT IN TERMS OF WORKING CAPITAL, TECHNICAL PERSONNEL, MANPOWER, GENERAL OVERHEADS, ETC.?
- (c) WHAT ARE THE ESTIMATES OF THE COSTS TO BE DEFRAYED BY THE GOVERNMENT FOR UNLOADING, STORING, TRANSPORTING AND DISTRIBUTING THE FOOD AID PROPOSED UNDER WFP?

7. Requirements of foreign technical assistance

For some projects there may be need for technical assistance to be supplied from external sources. In such event, questions such as the following should be answered:

- (a) IN WHAT FIELDS OF SPECIALISATION ARE FOREIGN EXPERTS NEEDED? FOR HOW MANY MONTHS IS EACH EXPERT NEEDED AND FROM WHAT DATE SHOULD HE COMMENCE OPERATION?
- (b) TO WHAT EXTENT IS IT POSSIBLE TO UTILIZE THE EXPERT ADVICE ALREADY AVAILABLE IN THE COUNTRY UNDER ETAP, SPECIAL FUND OR BILATERAL PROGRAMS?
- (c) SHOULD ADDITIONAL EXPERT ADVICE BE NECESSARY, WOULD THE GOVERNMENT BE PREPARED TO PAY FOR IT (E.G. THROUGH FUNDS-IN-TRUST OR OTHERWISE)? IF NOT, WHAT ALTERNATIVE PROCEDURE IS SUGGESTED FOR FINANCING THE ELEMENT OF TECHNICAL ASSISTANCE IN THE PROJECT?

8. Feasibility of project

Besides being consistent with the development plan or policies of the country, as ascertained under item 2 of this pro-forma, a project should also be sound from a technical and economic standpoint. It would therefore be necessary to answer questions such as the following:

- (a) HAS THE PROJECT BEEN RECENTLY EXAMINED FROM THE STANDPOINT OF ITS TECHNICAL AND ECONOMIC FEASIBILITY? IF SO, COULD A COPY OF SUCH APPRAISAL REPORT BE MADE AVAILABLE?
- (b) IF NO REPORT EXISTS, COULD AN APPRAISAL BE PROVIDED NOW OF THE FEASIBILITY OF THE PROJECT?

9. WFP aid requested

Information under this item should be particularly detailed. Questions to be answered are:

- (a) WHAT ARE THE TYPES OF FOOD (OR FEEDING STUFF) REQUIRED IN THE PROJECT? WHAT ARE THE AMOUNTS NEEDED OF EACH TYPE IN METRIC TONS? WHAT ARE THE DESIRED QUALITIES, ACCORDING TO STANDARD COMMERCIAL TERMINOLOGY?

(Answers to these questions should be based on data such as the number of persons engaged in the project, the number of working days required to complete it, the number of persons in workers' families to be fed, the monthly rations - of each commodity requested, etc.)

- (b) WHAT WOULD BE THE PORT OF ENTRY?
- (c) AT WHAT TIME OR TIMES SHOULD THE FOOD BE DELIVERED?
- (d) WHAT ARE THE ARRANGEMENTS PLANNED IN CONNECTION WITH THE STORING AND TRANSPORTING OF THE FOOD?
- (e) WHAT PROCEDURE WILL THE GOVERNMENT ADOPT FOR DISTRIBUTING THE FOOD AT THE SITE OF THE PROJECT?
- (f) IS THERE ANY OTHER AGENCY OPERATING FOOD AID PROGRAMS IN THE COUNTRY? IF SO, IS THE PRESENT REQUEST ALREADY BEING CONSIDERED BY ONE OF THESE AGENCIES?

10. Counterpart funds

Food aid will be provided by WFP on a grant basis, and will normally be expected to be made available to the beneficiaries directly in kind. When different arrangements are envisaged by the recipient

government, counterpart funds in local currency may be generated. In this case, answers should be given to the following question:

WHAT ARRANGEMENTS, OTHER THAN DIRECT DISTRIBUTION IN KIND, ARE ENVISAGED BY THE GOVERNMENT FOR UTILISING WFP AID? WILL SUCH ARRANGEMENTS GENERATE COUNTERPART FUNDS IN LOCAL CURRENCY? WHAT WILL BE THE EXPECTED AMOUNT OF SUCH FUNDS? WHAT USE DO THE GOVERNMENT PROPOSE TO MAKE OF THESE FUNDS?

11. Non-food costs

WFP will not meet, as a rule, non-food costs. These costs, as specified under item 6, have to be met by the recipient country from its own resources of both local currency and foreign exchange and/or from external sources. Questions such as the following should therefore be answered:

- (a) IF THE GOVERNMENT PROPOSE TO MAKE PROVISION IN THEIR BUDGET, COULD DETAILS BE FURNISHED?
- (b) IF IT IS PROPOSED TO SEEK EXTERNAL FINANCIAL AID, COULD AMOUNTS AND SOURCES BE INDICATED? WHAT STAGE HAVE THE NEGOTIATIONS REACHED?

12. Impact of food aid on domestic and foreign producers

Under the terms of operation of WFP, the food aid disbursed in a project must not displace any food which is being already disposed of in the market but must lead to additional consumption, thus having no effect of disrupting the market for the domestic or foreign producers of like food. On the contrary, it is to be expected that the additional food consumption rendered possible by WFP will, through greater labour efficiency, expansion of development undertakings and the introduction of new dietary habits, lead to the creation of larger markets in the long run. Answers to questions such as the following should be given:

- (a) WHAT ARE THE LIKELY EFFECTS OF THE FOOD TO BE RECEIVED UPON PRICES IN THE LOCAL MARKET? WHAT ARE THE POSSIBLE EFFECTS OF THE SAME ON THE VOLUME OF IMPORTS?
- (b) WILL THE ADDITIONAL CONSUMPTION OF FOOD LEAD TO LONG-TERM ECONOMIC GAIN AND HIGHER PURCHASING POWER? IS THE GOVERNMENT IN A POSITION TO INDICATE HOW EXPECTATIONS OF THIS TYPE ARE LIKELY TO BE FULFILLED?

WORLD FOOD PROGRAM
OF THE U.N. AND FAO
PRO-FORMA FOR SUBMISSION OF A PROJECT
FOR ASSISTANCE

Country

Title of project : _____

Location : _____

Date of submission: _____

1. Description of project

This section should include a detailed description of the project and an explanation of its purpose. Answers should be given to questions such as these:

- (a) WHAT IS THE PROBLEM THE PROJECT AIMS TO SOLVE?
- (b) WHAT AREA IS THE PROJECT INTENDED TO SERVE AND CAN IT BE INDICATED ON A SUITABLE MAP?
- (c) WHAT TYPES OF ACTIVITIES ARE PROPOSED TO BE UNDERTAKEN AND HOW MANY PERSONS WILL BE INVOLVED IN THEM?
- (d) HAS THE PROJECT A DEMONSTRATION VALUE BY WAY OF HELPING THE PEOPLE TO ACQUIRE SOME NEW KNOWLEDGE OR ADOPT SOME NEW PRACTICE? IS IT INTENDED TO SPREAD THE EFFECT BY MULTIPLYING THE PROJECT IN OTHER AREAS? IF SO, WHAT STEPS ARE CONTEMPLATED TO THIS END?

2. Priority position of project

It is obviously desirable that the project submitted should occupy a high priority in the eyes of the government of the country so as to be assured of full support. Examples of questions to be answered are:

- (a) IS THE PROJECT OR THE PURPOSE IT PROPOSES TO SERVE INCLUDED IN THE DEVELOPMENT PLAN OF THE COUNTRY? IF PRIORITIES ARE INDICATED IN SUCH A PLAN, IS IT POSSIBLE TO ASCERTAIN THE POSITION OF THE PROJECT WITHIN THESE PRIORITIES?
- (b) IF A DEVELOPMENT PLAN IS NOT AVAILABLE, IS THE PROJECT IN LINE WITH THE CURRENT DEVELOPMENT POLICIES OF THE COUNTRY?
- (c) SHOULD POLICIES NOT BE CLEARLY DEFINED, IS THE PROJECT IN CONFORMITY WITH REASONABLE EXPECTATIONS OF THE COUNTRY'S POTENTIAL GROWTH?

3. Local machinery for executing project

Experience so far indicates that an efficient local machinery for executing the project may turn out to be one of the principal conditions for its success. Under this item questions such as the following should be answered:

- (a) WHAT IS THE DESIGNATION AND STATUS OF THE EXECUTING AGENCY?
- (b) WHAT ARE THE REQUIREMENTS OF ADMINISTRATIVE AND OPERATIONAL PERSONNEL FOR UNDERTAKING THE PROJECT? WHAT ARE THE RESOURCES AND FACILITIES WHICH THE AGENCY CAN BE EXPECTED TO COMMAND TO MEET SUCH REQUIREMENTS?

4. Time schedule

The timing for the execution of the project in all its phases should be indicated. Questions to be answered will include:

- (a) WHAT IS THE PROPOSED DATE OF COMMENCEMENT OF EXECUTION, WHAT ARE THE PRINCIPAL STAGES OF DEVELOPMENT OF THE PROJECT AND HOW LONG ARE THEY ASSUMED TO LAST?
- (b) WHAT IS THE PERIOD DURING WHICH EXTERNAL ASSISTANCE, IN TERMS OF FOOD AND OTHER ITEMS, WILL BE REQUIRED?

5. Position of project upon termination of WFP aid

Since the World Food Program is intended to last for three years (1 January 1963 to 31 December 1965), no commitment for food aid can be made beyond this period. It is therefore essential to know what will happen to a project which is not completed during this time. Questions of the following type should be answered:

- (a) IS IT VISUALISED THAT THE PROJECT WILL CONTINUE AFTER WFP AID IS WITHDRAWN? IF SO, WHAT ARE THE DETAILS OF FOLLOW-UP OPERATIONS?
- (b) HOW IS THE GAIN EXPECTED TO BE ACHIEVED BY THE PROJECT PROPOSED TO BE SUSTAINED UPON TERMINATION OF WFP AID?

6. Total cost of project

Although WFP is not directly concerned with assistance activities other than food aid, it is essential to know what are the total costs of the project submitted in order to get a complete picture and also to judge the extent to which food aid by itself can bring the project into effect. Answers should be given to questions such as these:

- (a) WHAT ARE THE ESTIMATES OF THE TOTAL CAPITAL COST OF THE PROJECT? WHAT IS THE BREAKDOWN OF THESE COSTS? OVER WHAT PERIOD WOULD THEY BE INCURRED?
- (b) WHAT ARE THE ESTIMATES OF THE RECURRENT EXPENDITURES OF THE PROJECT IN TERMS OF WORKING CAPITAL, TECHNICAL PERSONNEL, MANPOWER, GENERAL OVERHEADS, ETC.?
- (c) WHAT ARE THE ESTIMATES OF THE COSTS TO BE DEFRAID BY THE GOVERNMENT FOR UNLOADING, STORING, TRANSPORTING AND DISTRIBUTING THE FOOD AID PROPOSED UNDER WFP?

7. Requirements of foreign technical assistance

For some projects there may be need for technical assistance to be supplied from external sources. In such event, questions such as the following should be answered:

- (a) IN WHAT FIELDS OF SPECIALISATION ARE FOREIGN EXPERTS NEEDED? FOR HOW MANY MONTHS IS EACH EXPERT NEEDED AND FROM WHAT DATE SHOULD HE COMMENCE OPERATION?
- (b) TO WHAT EXTENT IS IT POSSIBLE TO UTILIZE THE EXPERT ADVICE ALREADY AVAILABLE IN THE COUNTRY UNDER ETAP, SPECIAL FUND OR BILATERAL PROGRAMS?
- (c) SHOULD ADDITIONAL EXPERT ADVICE BE NECESSARY, WOULD THE GOVERNMENT BE PREPARED TO PAY FOR IT (E.G. THROUGH FUNDS-IN-TRUST OR OTHERWISE)? IF NOT, WHAT ALTERNATIVE PROCEDURE IS SUGGESTED FOR FINANCING THE ELEMENT OF TECHNICAL ASSISTANCE IN THE PROJECT?

8. Feasibility of project

Besides being consistent with the development plan or policies of the country, as ascertained under item 2 of this pro-forma, a project should also be sound from a technical and economic standpoint. It would therefore be necessary to answer questions such as the following:

- (a) HAS THE PROJECT BEEN RECENTLY EXAMINED FROM THE STANDPOINT OF ITS TECHNICAL AND ECONOMIC FEASIBILITY? IF SO, COULD A COPY OF SUCH APPRAISAL REPORT BE MADE AVAILABLE?
- (b) IF NO REPORT EXISTS, COULD AN APPRAISAL BE PROVIDED NOW OF THE FEASIBILITY OF THE PROJECT?

9. WFP aid requested

Information under this item should be particularly detailed. Questions to be answered are:

- (a) WHAT ARE THE TYPES OF FOOD (OR FEEDING STUFF) REQUIRED IN THE PROJECT? WHAT ARE THE AMOUNTS NEEDED OF EACH TYPE IN METRIC TONS? WHAT ARE THE DESIRED QUALITIES, ACCORDING TO STANDARD COMMERCIAL TERMINOLOGY?

(Answers to these questions should be based on data such as the number of persons engaged in the project, the number of working days required to complete it, the number of persons in workers' families to be fed, the monthly rations of each commodity requested, etc.)
- (b) WHAT WOULD BE THE PORT OF ENTRY?
- (c) AT WHAT TIME OR TIMES SHOULD THE FOOD BE DELIVERED?
- (d) WHAT ARE THE ARRANGEMENTS PLANNED IN CONNECTION WITH THE STORING AND TRANSPORTING OF THE FOOD?
- (e) WHAT PROCEDURE WILL THE GOVERNMENT ADOPT FOR DISTRIBUTING THE FOOD AT THE SITE OF THE PROJECT?
- (f) IS THERE ANY OTHER AGENCY OPERATING FOOD AID PROGRAMS IN THE COUNTRY? IF SO, IS THE PRESENT REQUEST ALREADY BEING CONSIDERED BY ONE OF THESE AGENCIES?

10. Counterpart funds

Food aid will be provided by WFP on a grant basis, and will normally be expected to be made available to the beneficiaries directly in kind. When different arrangements are envisaged by the recipient

government, counterpart funds in local currency may be generated. In this case, answers should be given to the following question:

WHAT ARRANGEMENTS, OTHER THAN DIRECT DISTRIBUTION IN KIND, ARE ENVISAGED BY THE GOVERNMENT FOR UTILISING WFP AID? WILL SUCH ARRANGEMENTS GENERATE COUNTERPART FUNDS IN LOCAL CURRENCY? WHAT WILL BE THE EXPECTED AMOUNT OF SUCH FUNDS? WHAT USE DO THE GOVERNMENT PROPOSE TO MAKE OF THESE FUNDS?

11. Non-food costs

WFP will not meet, as a rule, non-food costs. These costs, as specified under item 6, have to be met by the recipient country from its own resources of both local currency and foreign exchange and/or from external sources. Questions such as the following should therefore be answered:

- (a) IF THE GOVERNMENT PROPOSE TO MAKE PROVISION IN THEIR BUDGET, COULD DETAILS BE FURNISHED?
- (b) IF IT IS PROPOSED TO SEEK EXTERNAL FINANCIAL AID, COULD AMOUNTS AND SOURCES BE INDICATED? WHAT STAGE HAVE THE NEGOTIATIONS REACHED?

12. Impact of food aid on domestic and foreign producers

Under the terms of operation of WFP, the food aid disbursed in a project must not displace any food which is being already disposed of in the market but must lead to additional consumption, thus having no effect of disrupting the market for the domestic or foreign producers of like food. On the contrary, it is to be expected that the additional food consumption rendered possible by WFP will, through greater labour efficiency, expansion of development undertakings and the introduction of new dietary habits, lead to the creation of larger markets in the long run. Answers to questions such as the following should be given:

- (a) WHAT ARE THE LIKELY EFFECTS OF THE FOOD TO BE RECEIVED UPON PRICES IN THE LOCAL MARKET? WHAT ARE THE POSSIBLE EFFECTS OF THE SAME ON THE VOLUME OF IMPORTS?
- (b) WILL THE ADDITIONAL CONSUMPTION OF FOOD LEAD TO LONG-TERM ECONOMIC GAIN AND HIGHER PURCHASING POWER? IS THE GOVERNMENT IN A POSITION TO INDICATE HOW EXPECTATIONS OF THIS TYPE ARE LIKELY TO BE FULFILLED?

WORLD FOOD PROGRAM
OF THE U.N. AND FAO
PRO-FORMA FOR SUBMISSION OF A PROJECT
FOR ASSISTANCE

Country

Title of project : _____

Location : _____

Date of submission: _____

1. Description of project

This section should include a detailed description of the project and an explanation of its purpose. Answers should be given to questions such as these:

- (a) WHAT IS THE PROBLEM THE PROJECT AIMS TO SOLVE?
- (b) WHAT AREA IS THE PROJECT INTENDED TO SERVE AND CAN IT BE INDICATED ON A SUITABLE MAP?
- (c) WHAT TYPES OF ACTIVITIES ARE PROPOSED TO BE UNDERTAKEN AND HOW MANY PERSONS WILL BE INVOLVED IN THEM?
- (d) HAS THE PROJECT A DEMONSTRATION VALUE BY WAY OF HELPING THE PEOPLE TO ACQUIRE SOME NEW KNOWLEDGE OR ADOPT SOME NEW PRACTICE? IS IT INTENDED TO SPREAD THE EFFECT BY MULTIPLYING THE PROJECT IN OTHER AREAS? IF SO, WHAT STEPS ARE CONTEMPLATED TO THIS END?

2. Priority position of project

It is obviously desirable that the project submitted should occupy a high priority in the eyes of the government of the country so as to be assured of full support. Examples of questions to be answered are:

- (a) IS THE PROJECT OR THE PURPOSE IT PROPOSES TO SERVE INCLUDED IN THE DEVELOPMENT PLAN OF THE COUNTRY? IF PRIORITIES ARE INDICATED IN SUCH A PLAN, IS IT POSSIBLE TO ASCERTAIN THE POSITION OF THE PROJECT WITHIN THESE PRIORITIES?
- (b) IF A DEVELOPMENT PLAN IS NOT AVAILABLE, IS THE PROJECT IN LINE WITH THE CURRENT DEVELOPMENT POLICIES OF THE COUNTRY?
- (c) SHOULD POLICIES NOT BE CLEARLY DEFINED, IS THE PROJECT IN CONFORMITY WITH REASONABLE EXPECTATIONS OF THE COUNTRY'S POTENTIAL GROWTH?

3. Local machinery for executing project

Experience so far indicates that an efficient local machinery for executing the project may turn out to be one of the principal conditions for its success. Under this item questions such as the following should be answered:

- (a) WHAT IS THE DESIGNATION AND STATUS OF THE EXECUTING AGENCY?
- (b) WHAT ARE THE REQUIREMENTS OF ADMINISTRATIVE AND OPERATIONAL PERSONNEL FOR UNDERTAKING THE PROJECT? WHAT ARE THE RESOURCES AND FACILITIES WHICH THE AGENCY CAN BE EXPECTED TO COMMAND TO MEET SUCH REQUIREMENTS?

4. Time schedule

The timing for the execution of the project in all its phases should be indicated. Questions to be answered will include:

- (a) WHAT IS THE PROPOSED DATE OF COMMENCEMENT OF EXECUTION, WHAT ARE THE PRINCIPAL STAGES OF DEVELOPMENT OF THE PROJECT AND HOW LONG ARE THEY ASSUMED TO LAST?
- (b) WHAT IS THE PERIOD DURING WHICH EXTERNAL ASSISTANCE, IN TERMS OF FOOD AND OTHER ITEMS, WILL BE REQUIRED?

5. Position of project upon termination of WFP aid

Since the World Food Program is intended to last for three years (1 January 1963 to 31 December 1965), no commitment for food aid can be made beyond this period. It is therefore essential to know what will happen to a project which is not completed during this time. Questions of the following type should be answered:

- (a) IS IT VISUALISED THAT THE PROJECT WILL CONTINUE AFTER WFP AID IS WITHDRAWN? IF SO, WHAT ARE THE DETAILS OF FOLLOW-UP OPERATIONS?
- (b) HOW IS THE GAIN EXPECTED TO BE ACHIEVED BY THE PROJECT PROPOSED TO BE SUSTAINED UPON TERMINATION OF WFP AID?

6. Total cost of project

Although WFP is not directly concerned with assistance activities other than food aid, it is essential to know what are the total costs of the project submitted in order to get a complete picture and also to judge the extent to which food aid by itself can bring the project into effect. Answers should be given to questions such as these:

- (a) WHAT ARE THE ESTIMATES OF THE TOTAL CAPITAL COST OF THE PROJECT? WHAT IS THE BREAKDOWN OF THESE COSTS? OVER WHAT PERIOD WOULD THEY BE INCURRED?
- (b) WHAT ARE THE ESTIMATES OF THE RECURRENT EXPENDITURES OF THE PROJECT IN TERMS OF WORKING CAPITAL, TECHNICAL PERSONNEL, MANPOWER, GENERAL OVERHEADS, ETC.?
- (c) WHAT ARE THE ESTIMATES OF THE COSTS TO BE DEFRAIDED BY THE GOVERNMENT FOR UNLOADING, STORING, TRANSPORTING AND DISTRIBUTING THE FOOD AID PROPOSED UNDER WFP?

7. Requirements of foreign technical assistance

For some projects there may be need for technical assistance to be supplied from external sources. In such event, questions such as the following should be answered:

- (a) IN WHAT FIELDS OF SPECIALISATION ARE FOREIGN EXPERTS NEEDED? FOR HOW MANY MONTHS IS EACH EXPERT NEEDED AND FROM WHAT DATE SHOULD HE COMMENCE OPERATION?
- (b) TO WHAT EXTENT IS IT POSSIBLE TO UTILIZE THE EXPERT ADVICE ALREADY AVAILABLE IN THE COUNTRY UNDER ETAP, SPECIAL FUND OR BILATERAL PROGRAMS?
- (c) SHOULD ADDITIONAL EXPERT ADVICE BE NECESSARY, WOULD THE GOVERNMENT BE PREPARED TO PAY FOR IT (E.G. THROUGH FUNDS-IN-TRUST OR OTHERWISE)? IF NOT, WHAT ALTERNATIVE PROCEDURE IS SUGGESTED FOR FINANCING THE ELEMENT OF TECHNICAL ASSISTANCE IN THE PROJECT?

8. Feasibility of project

Besides being consistent with the development plan or policies of the country, as ascertained under item 2 of this pro-forma, a project should also be sound from a technical and economic standpoint. It would therefore be necessary to answer questions such as the following:

- (a) HAS THE PROJECT BEEN RECENTLY EXAMINED FROM THE STANDPOINT OF ITS TECHNICAL AND ECONOMIC FEASIBILITY? IF SO, COULD A COPY OF SUCH APPRAISAL REPORT BE MADE AVAILABLE?
- (b) IF NO REPORT EXISTS, COULD AN APPRAISAL BE PROVIDED NOW OF THE FEASIBILITY OF THE PROJECT?

9. WFP aid requested

Information under this item should be particularly detailed. Questions to be answered are:

- (a) WHAT ARE THE TYPES OF FOOD (OR FEEDING STUFF) REQUIRED IN THE PROJECT? WHAT ARE THE AMOUNTS NEEDED OF EACH TYPE IN METRIC TONS? WHAT ARE THE DESIRED QUALITIES, ACCORDING TO STANDARD COMMERCIAL TERMINOLOGY?

(Answers to these questions should be based on data such as the number of persons engaged in the project, the number of working days required to complete it, the number of persons in workers' families to be fed, the monthly rations of each commodity requested, etc.)

- (b) WHAT WOULD BE THE PORT OF ENTRY?
- (c) AT WHAT TIME OR TIMES SHOULD THE FOOD BE DELIVERED?
- (d) WHAT ARE THE ARRANGEMENTS PLANNED IN CONNECTION WITH THE STORING AND TRANSPORTING OF THE FOOD?
- (e) WHAT PROCEDURE WILL THE GOVERNMENT ADOPT FOR DISTRIBUTING THE FOOD AT THE SITE OF THE PROJECT?
- (f) IS THERE ANY OTHER AGENCY OPERATING FOOD AID PROGRAMS IN THE COUNTRY? IF SO, IS THE PRESENT REQUEST ALREADY BEING CONSIDERED BY ONE OF THESE AGENCIES?

10. Counterpart funds

Food aid will be provided by WFP on a grant basis, and will normally be expected to be made available to the beneficiaries directly in kind. When different arrangements are envisaged by the recipient

government, counterpart funds in local currency may be generated. In this case, answers should be given to the following question:

WHAT ARRANGEMENTS, OTHER THAN DIRECT DISTRIBUTION IN KIND, ARE ENVISAGED BY THE GOVERNMENT FOR UTILISING WFP AID? WILL SUCH ARRANGEMENTS GENERATE COUNTERPART FUNDS IN LOCAL CURRENCY? WHAT WILL BE THE EXPECTED AMOUNT OF SUCH FUNDS? WHAT USE DO THE GOVERNMENT PROPOSE TO MAKE OF THESE FUNDS?

11. Non-food costs

WFP will not meet, as a rule, non-food costs. These costs, as specified under item 6, have to be met by the recipient country from its own resources of both local currency and foreign exchange and/or from external sources. Questions such as the following should therefore be answered:

- (a) IF THE GOVERNMENT PROPOSE TO MAKE PROVISION IN THEIR BUDGET, COULD DETAILS BE FURNISHED?
- (b) IF IT IS PROPOSED TO SEEK EXTERNAL FINANCIAL AID, COULD AMOUNTS AND SOURCES BE INDICATED? WHAT STAGE HAVE THE NEGOTIATIONS REACHED?

12. Impact of food aid on domestic and foreign producers

Under the terms of operation of WFP, the food aid disbursed in a project must not displace any food which is being already disposed of in the market but must lead to additional consumption, thus having no effect of disrupting the market for the domestic or foreign producers of like food. On the contrary, it is to be expected that the additional food consumption rendered possible by WFP will, through greater labour efficiency, expansion of development undertakings and the introduction of new dietary habits, lead to the creation of larger markets in the long run. Answers to questions such as the following should be given:

- (a) WHAT ARE THE LIKELY EFFECTS OF THE FOOD TO BE RECEIVED UPON PRICES IN THE LOCAL MARKET? WHAT ARE THE POSSIBLE EFFECTS OF THE SAME ON THE VOLUME OF IMPORTS?
- (b) WILL THE ADDITIONAL CONSUMPTION OF FOOD LEAD TO LONG-TERM ECONOMIC GAIN AND HIGHER PURCHASING POWER? IS THE GOVERNMENT IN A POSITION TO INDICATE HOW EXPECTATIONS OF THIS TYPE ARE LIKELY TO BE FULFILLED?

WORLD FOOD PROGRAM
OF THE U.N. AND FAO
PRO-FORMA FOR SUBMISSION OF A PROJECT
FOR ASSISTANCE

Country

Title of project : _____

Location : _____

Date of submission: _____

1. Description of project

This section should include a detailed description of the project and an explanation of its purpose. Answers should be given to questions such as these:

- (a) WHAT IS THE PROBLEM THE PROJECT AIMS TO SOLVE?
- (b) WHAT AREA IS THE PROJECT INTENDED TO SERVE AND CAN IT BE INDICATED ON A SUITABLE MAP?
- (c) WHAT TYPES OF ACTIVITIES ARE PROPOSED TO BE UNDERTAKEN AND HOW MANY PERSONS WILL BE INVOLVED IN THEM?
- (d) HAS THE PROJECT A DEMONSTRATION VALUE BY WAY OF HELPING THE PEOPLE TO ACQUIRE SOME NEW KNOWLEDGE OR ADOPT SOME NEW PRACTICE? IS IT INTENDED TO SPREAD THE EFFECT BY MULTIPLYING THE PROJECT IN OTHER AREAS? IF SO, WHAT STEPS ARE CONTEMPLATED TO THIS END?

2. Priority position of project

It is obviously desirable that the project submitted should occupy a high priority in the eyes of the government of the country so as to be assured of full support. Examples of questions to be answered are:

- (a) IS THE PROJECT OR THE PURPOSE IT PROPOSES TO SERVE INCLUDED IN THE DEVELOPMENT PLAN OF THE COUNTRY? IF PRIORITIES ARE INDICATED IN SUCH A PLAN, IS IT POSSIBLE TO ASCERTAIN THE POSITION OF THE PROJECT WITHIN THESE PRIORITIES?
- (b) IF A DEVELOPMENT PLAN IS NOT AVAILABLE, IS THE PROJECT IN LINE WITH THE CURRENT DEVELOPMENT POLICIES OF THE COUNTRY?
- (c) SHOULD POLICIES NOT BE CLEARLY DEFINED, IS THE PROJECT IN CONFORMITY WITH REASONABLE EXPECTATIONS OF THE COUNTRY'S POTENTIAL GROWTH?

3. Local machinery for executing project

Experience so far indicates that an efficient local machinery for executing the project may turn out to be one of the principal conditions for its success. Under this item questions such as the following should be answered:

- (a) WHAT IS THE DESIGNATION AND STATUS OF THE EXECUTING AGENCY?
- (b) WHAT ARE THE REQUIREMENTS OF ADMINISTRATIVE AND OPERATIONAL PERSONNEL FOR UNDERTAKING THE PROJECT? WHAT ARE THE RESOURCES AND FACILITIES WHICH THE AGENCY CAN BE EXPECTED TO COMMAND TO MEET SUCH REQUIREMENTS?

4. Time schedule

The timing for the execution of the project in all its phases should be indicated. Questions to be answered will include:

- (a) WHAT IS THE PROPOSED DATE OF COMMENCEMENT OF EXECUTION, WHAT ARE THE PRINCIPAL STAGES OF DEVELOPMENT OF THE PROJECT AND HOW LONG ARE THEY ASSUMED TO LAST?
- (b) WHAT IS THE PERIOD DURING WHICH EXTERNAL ASSISTANCE, IN TERMS OF FOOD AND OTHER ITEMS, WILL BE REQUIRED?

5. Position of project upon termination of WFP aid

Since the World Food Program is intended to last for three years (1 January 1963 to 31 December 1965), no commitment for food aid can be made beyond this period. It is therefore essential to know what will happen to a project which is not completed during this time. Questions of the following type should be answered:

- (a) IS IT VISUALISED THAT THE PROJECT WILL CONTINUE AFTER WFP AID IS WITHDRAWN? IF SO, WHAT ARE THE DETAILS OF FOLLOW-UP OPERATIONS?
- (b) HOW IS THE GAIN EXPECTED TO BE ACHIEVED BY THE PROJECT PROPOSED TO BE SUSTAINED UPON TERMINATION OF WFP AID?

6. Total cost of project

Although WFP is not directly concerned with assistance activities other than food aid, it is essential to know what are the total costs of the project submitted in order to get a complete picture and also to judge the extent to which food aid by itself can bring the project into effect. Answers should be given to questions such as these:

- (a) WHAT ARE THE ESTIMATES OF THE TOTAL CAPITAL COST OF THE PROJECT? WHAT IS THE BREAKDOWN OF THESE COSTS? OVER WHAT PERIOD WOULD THEY BE INCURRED?
- (b) WHAT ARE THE ESTIMATES OF THE RECURRENT EXPENDITURES OF THE PROJECT IN TERMS OF WORKING CAPITAL, TECHNICAL PERSONNEL, MANPOWER, GENERAL OVERHEADS, ETC.?
- (c) WHAT ARE THE ESTIMATES OF THE COSTS TO BE DEFRAYED BY THE GOVERNMENT FOR UNLOADING, STORING, TRANSPORTING AND DISTRIBUTING THE FOOD AID PROPOSED UNDER WFP?

7. Requirements of foreign technical assistance

For some projects there may be need for technical assistance to be supplied from external sources. In such event, questions such as the following should be answered:

- (a) IN WHAT FIELDS OF SPECIALISATION ARE FOREIGN EXPERTS NEEDED? FOR HOW MANY MONTHS IS EACH EXPERT NEEDED AND FROM WHAT DATE SHOULD HE COMMENCE OPERATION?
- (b) TO WHAT EXTENT IS IT POSSIBLE TO UTILIZE THE EXPERT ADVICE ALREADY AVAILABLE IN THE COUNTRY UNDER ETAP, SPECIAL FUND OR BILATERAL PROGRAMS?
- (c) SHOULD ADDITIONAL EXPERT ADVICE BE NECESSARY, WOULD THE GOVERNMENT BE PREPARED TO PAY FOR IT (E.G. THROUGH FUNDS-IN-TRUST OR OTHERWISE)? IF NOT, WHAT ALTERNATIVE PROCEDURE IS SUGGESTED FOR FINANCING THE ELEMENT OF TECHNICAL ASSISTANCE IN THE PROJECT?

8. Feasibility of project

Besides being consistent with the development plan or policies of the country, as ascertained under item 2 of this pro-forma, a project should also be sound from a technical and economic standpoint. It would therefore be necessary to answer questions such as the following:

- (a) HAS THE PROJECT BEEN RECENTLY EXAMINED FROM THE STANDPOINT OF ITS TECHNICAL AND ECONOMIC FEASIBILITY? IF SO, COULD A COPY OF SUCH APPRAISAL REPORT BE MADE AVAILABLE?
- (b) IF NO REPORT EXISTS, COULD AN APPRAISAL BE PROVIDED NOW OF THE FEASIBILITY OF THE PROJECT?

9. WFP aid requested

Information under this item should be particularly detailed. Questions to be answered are:

- (a) WHAT ARE THE TYPES OF FOOD (OR FEEDING STUFF) REQUIRED IN THE PROJECT?. WHAT ARE THE AMOUNTS NEEDED OF EACH TYPE IN METRIC TONS? WHAT ARE THE DESIRED QUALITIES, ACCORDING TO STANDARD COMMERCIAL TERMINOLOGY?

(Answers to these questions should be based on data such as the number of persons engaged in the project, the number of working days required to complete it, the number of persons in workers' families to be fed, the monthly rations of each commodity requested, etc.)

- (b) WHAT WOULD BE THE PORT OF ENTRY?
- (c) AT WHAT TIME OR TIMES SHOULD THE FOOD BE DELIVERED?
- (d) WHAT ARE THE ARRANGEMENTS PLANNED IN CONNECTION WITH THE STORING AND TRANSPORTING OF THE FOOD?
- (e) WHAT PROCEDURE WILL THE GOVERNMENT ADOPT FOR DISTRIBUTING THE FOOD AT THE SITE OF THE PROJECT?
- (f) IS THERE ANY OTHER AGENCY OPERATING FOOD AID PROGRAMS IN THE COUNTRY? IF SO, IS THE PRESENT REQUEST ALREADY BEING CONSIDERED BY ONE OF THESE AGENCIES?

10. Counterpart funds

Food aid will be provided by WFP on a grant basis, and will normally be expected to be made available to the beneficiaries directly in kind. When different arrangements are envisaged by the recipient

government, counterpart funds in local currency may be generated. In this case, answers should be given to the following question:

WHAT ARRANGEMENTS, OTHER THAN DIRECT DISTRIBUTION IN KIND, ARE ENVISAGED BY THE GOVERNMENT FOR UTILISING WFP AID? WILL SUCH ARRANGEMENTS GENERATE COUNTERPART FUNDS IN LOCAL CURRENCY? WHAT WILL BE THE EXPECTED AMOUNT OF SUCH FUNDS? WHAT USE DO THE GOVERNMENT PROPOSE TO MAKE OF THESE FUNDS?

11. Non-food costs

WFP will not meet, as a rule, non-food costs. These costs, as specified under item 6, have to be met by the recipient country from its own resources of both local currency and foreign exchange and/or from external sources. Questions such as the following should therefore be answered:

- (a) IF THE GOVERNMENT PROPOSE TO MAKE PROVISION IN THEIR BUDGET, COULD DETAILS BE FURNISHED?
- (b) IF IT IS PROPOSED TO SEEK EXTERNAL FINANCIAL AID, COULD AMOUNTS AND SOURCES BE INDICATED? WHAT STAGE HAVE THE NEGOTIATIONS REACHED?

12. Impact of food aid on domestic and foreign producers

Under the terms of operation of WFP, the food aid disbursed in a project must not displace any food which is being already disposed of in the market but must lead to additional consumption, thus having no effect of disrupting the market for the domestic or foreign producers of like food. On the contrary, it is to be expected that the additional food consumption rendered possible by WFP will, through greater labour efficiency, expansion of development undertakings and the introduction of new dietary habits, lead to the creation of larger markets in the long run. Answers to questions such as the following should be given:

- (a) WHAT ARE THE LIKELY EFFECTS OF THE FOOD TO BE RECEIVED UPON PRICES IN THE LOCAL MARKET? WHAT ARE THE POSSIBLE EFFECTS OF THE SAME ON THE VOLUME OF IMPORTS?
- (b) WILL THE ADDITIONAL CONSUMPTION OF FOOD LEAD TO LONG-TERM ECONOMIC GAIN AND HIGHER PURCHASING POWER? IS THE GOVERNMENT IN A POSITION TO INDICATE HOW EXPECTATIONS OF THIS TYPE ARE LIKELY TO BE FULFILLED?



WORLD FOOD PROGRAM

Please quote:

Référence:

Sirvase citar:

Via delle Terme di Caracalla

ROME

Cable Address: FOODAGRI, ROME

Tel. 590011 - 590211 - 599071

Telex: 61181 FOODAGRI

WFP/3

En avril 1962, comme vous le savez, le Conseil de la FAO et le Conseil économique et social des Nations Unies ont approuvé la mise en route d'un Programme alimentaire mondial, organisé conjointement par l'ONU et la FAO. Ce programme, qui est de caractère expérimental, prévoit la constitution d'un fonds d'une valeur de 100 millions de dollars pour une période de trois ans, qui servira à fournir aux pays qui en ont besoin une assistance alimentaire à trois titres principaux: secours d'urgence et alimentation pré-scolaire et scolaire; réserves alimentaires nationales et utilisation des denrées alimentaires aux fins du développement économique et social, notamment par des projets occupant une main-d'oeuvre nombreuse ou intéressant le bien-être rural. Les Etats Membres des Nations Unies et de la FAO ont été invités à faire savoir, lors d'une Conférence spéciale des contributions qui se tiendra le 5 septembre 1962 au siège des Nations Unies à New York, quelle contribution ils entendent apporter au programme, sous forme de produits alimentaires de services et d'espèces.

Un organisme mixte ONU/FAO ayant à sa tête un Directeur exécutif, est en voie de constitution au Siège de la FAO à Rome, afin d'assurer la mise en oeuvre du programme, et l'on espère que les opérations effectives débuteront en novembre 1962.

/...

... D'après la communication ci-jointe, que le Secrétaire Général par intérim des Nations Unies et le Directeur Général de la FAO ont récemment adressée de concert aux gouvernements, vous verrez que j'ai été nommé Directeur exécutif du Programme.

... Pour votre information, je joins à ma lettre les pièces ci-après:

- i) Extraits du rapport du Comité intergouvernemental du Programme alimentaire mondial (CL 38/2), accompagnés du projet de rapport de la trente-huitième session du Conseil de la FAO et de la Résolution No 832 (XXXII) de l'ECOSOC.
- ii) Copie des lettres (avec leurs annexes) adressées aux gouvernements au sujet de la Conférence des contributions.

Il est dit au paragraphe 20 (c) du document CL 38/2 que le Secrétaire Général et le Directeur Général doivent "fournir toute l'aide possible aux Etats Membres ayant des projets en préparation, par l'intermédiaire des représentants résidents du BAT-ONU, des représentants de la FAO dans les pays pour la mise au point des projets à soumettre éventuellement au PAM". Dans ces conditions, je serais heureux que, si l'occasion s'en présente, vous vous efforciez d'apporter aux autorités du pays où vous êtes affecté toute l'assistance possible pour la préparation de projets qui pourraient être proposés au PAM. A cet égard, j'attire votre attention sur les paragraphes 19 et 20 du document CL 38/2, où sont énoncées les procédures générales à suivre pour la mise en route de projets et l'établissement d'accords y-relatifs.

J'insiste cependant sur le fait qu'il s'agit d'un programme expérimental et que, même dans le cas où les contributions en produits, en espèces et en services atteindraient effectivement le niveau prévu de 100 millions de dollars, ceci représente une masse de manoeuvre très réduite, qui permettra de financer uniquement un certain nombre de projets-pilotes, mais aucune entreprise de grande envergure.

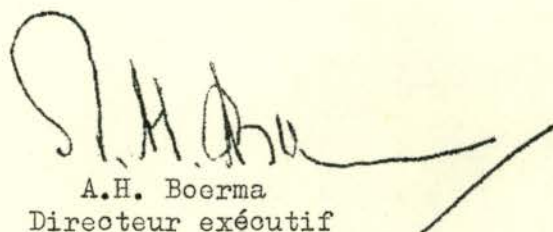
Ces projets-pilotes devraient être choisis et préparés avec le plus grand soin, leur objectif principal devant être de montrer ce qui pourrait ultérieurement être fait en grand.

Si je recevrai avec plaisir tout projet que vous pourriez suggérer, je pense néanmoins qu'en attendant les résultats de la Conférence des contributions, il ne convient pas que vous fassiez d'effort particulier pour inciter les pays à présenter des demandes, car ceci risquerait d'éveiller des espérances auxquelles il serait difficile de répondre. De plus, mon service s'occupe actuellement de préparer des suggestions plus concrètes concernant les types de projets qui pourraient être inclus dans le Programme. Ces suggestions vous seront transmises dès qu'elles seront au point, mais cela demandera encore un certain temps. Dans ces conditions, le mieux serait de vous borner pour l'instant à décrire le programme au Gouvernement

en l'encourageant à promettre une contribution, même si celle-ci peut être très faible dans le cas de pays dont les ressources sont extrêmement limitées.

Je me rends compte que cette nouvelle activité va ajouter à vos tâches, particulièrement lorsque nous aborderons le stade de la préparation et de l'exécution des projets, mais je suis certain de pouvoir compter sur votre coopération et votre appui sans réserve.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, les assurances de ma considération distinguée.



A.H. Boerma
Directeur exécutif

Extrait du document
CL 38/2

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

Règles générales

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIALRègles généralesDispositions et procédures pour la création et la gestion du PAM

26. Vu les dispositions de la Résolution 1714 (XVI) de l'Assemblée générale des Nations Unies et de la Résolution 1/61 de la Conférence de la FAO, le Comité intergouvernemental ONU/FAO du PAM soumet au Conseil économique et social et au Conseil de la FAO, pour examen et décision, les procédures et dispositions détaillées ci-après pour le Programme alimentaire mondial :

Partie APRINCIPES DIRECTEURS ET CRITERES

- 1) Un Programme alimentaire mondial (PAM) sera établi à titre expérimental, pour une période de trois ans, à partir de la date que le Comité intergouvernemental (CIG) fixera en consultation avec le Secrétaire général et le Directeur général.
- 2) Le PAM est entrepris conjointement par la FAO et l'ONU, en coopération avec d'autres institutions des Nations Unies intéressées et des organismes intergouvernementaux compétents.
- 3) Tous les Etats Membres des Nations Unies ou les Etats Membres et Membres associés de la FAO ont la faculté de participer au PAM.

Contributions

4) a) Le montant total des contributions au PAM devrait être de l'ordre de 100 millions de dollars; les contributions sont volontaires. Les pays pourront s'engager à les fournir sous la forme de produits appropriés, de services acceptables et d'espèces, l'objectif étant de constituer en espèces le tiers au moins du montant total des contributions. Les pays devront tenir dûment compte de l'importance qui s'attache à atteindre cet objectif global en déterminant la part de leurs contributions qu'ils verseront en espèces.

b) La valeur des contributions en produits sera calculée sur la base des prix en vigueur sur le marché mondial au moment de la promesse de contribution, tels qu'ils seront estimés par le Directeur exécutif du PAM. Si ces prix ont changé au moment de la livraison, on

effectuera un ajustement des quantités à livrer, de sorte que leur valeur courante corresponde à la somme promise. Les contributions sous forme de fret seront évaluées de la même façon.

c) i) Les contributions en produits resteront détenues dans le pays donateur jusqu'au moment où le Directeur exécutif les mobilisera; elles seront alors livrées f.o.b. au port d'exportation aux frais de ce pays.

ii) Le fret et l'assurance maritimes jusqu'au port du pays bénéficiaire seront couverts par les contributions promises sous forme de services ou payés par le PAM. En l'absence d'un tel port, les frais de mise à terre dans un port de débarquement et le coût du transport jusqu'à la frontière du pays bénéficiaire seront payés également par le PAM.

iii) Les dispositions relatives à un transport maritime (y compris l'assurance) fourni à titre de contribution au Programme seront prises, à la demande du Directeur exécutif, par le pays donateur, mais les dispositions relatives à un transport payé par le PAM seront prises à la demande du Directeur exécutif par le pays bénéficiaire. Dans des circonstances exceptionnelles, le Directeur exécutif peut se charger de régler les questions de fret et autres questions relatives au transport.

d) Les contributions en espèces sont faites uniquement en monnaies convertibles, afin d'assurer au Programme toute la souplesse nécessaire. Toutefois, les pays en voie de développement pourront, dans des cas exceptionnels, verser, en accord avec le Directeur exécutif, leurs contributions en espèces dans des monnaies facilement utilisables pour le Programme.

e) Les pays verseront leurs contributions en espèces en trois tranches annuelles égales, à moins qu'il n'en soit convenu autrement avec le Directeur exécutif. Les contributions promises en produits et en services seront fournies lorsque le Directeur exécutif en fera la demande.

f) La première tranche annuelle des contributions promises en espèces sera versée, autant que possible, dans les soixante jours à compter de la date de la promesse formelle et, par la suite, dans les deux mois à compter du 1er juillet de chaque année. Les pays qui, pour des motifs de législation et de budget internes, ne sont pas en mesure de se conformer à ces détails limites, peuvent indiquer, lors de la Conférence des contributions, les époques auxquelles ils ont l'intention de fournir au PAM leurs contributions en espèces ou en produits.

g) Les contributions promises restent disponibles pour des engagements envers les pays bénéficiaires pendant une durée de trois ans à compter de la date du commencement du programme. En cas d'imprévu (mauvaise récolte par exemple), les pays donateurs pourront annuler ou retirer à la fin de chaque année de fonctionnement du PAM toute partie

de leurs contributions en produits que le PAM ne se sera pas encore engagé à livrer à un pays demandeur. Après que le Directeur exécutif en a été dûment avisé, des espèces convertibles peuvent être substituées pour une valeur égale aux produits promis. Le Directeur exécutif tiendra les pays donateurs pleinement au courant des engagements envisagés et pris au sujet de leurs contributions en produits.

Partie B

TYPES ET DOMAINES D'ASSISTANCE

- 5) Le PAM, sur demande, fournit une assistance en vue de :
 - a) faire face à des besoins alimentaires d'urgence et à des situations critiques inhérentes à la malnutrition chronique (ce qui pourra comprendre la constitution de réserves alimentaires),
 - b) favoriser l'alimentation préscolaire et scolaire, et
 - c) exécuter des projets pilotes utilisant les produits alimentaires pour faciliter le développement économique et social, en particulier dans le cadre de projets comportant une utilisation intensive de main-d'oeuvre ou intéressant le bien-être rural.
- 6) Pour assurer le fonctionnement du Programme au cours de la première année, jusqu'à 25 pour cent des produits seront réservés pour être utilisés par le Directeur général en vue d'interventions d'urgence, y compris la création de réserves alimentaires nationales. Pour les années suivantes, ce chiffre sera réexaminé par le CIG en consultation avec le Directeur général.

Partie C

ORGANISATION ET GESTION

7) Les organes du PAM sont :

- i) un comité intergouvernemental ONU/FAO (CIG) composé de vingt Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou de la FAO;
- ii) un organe administratif mixte ONU/FAO, établi au Siège de la FAO à Rome et relevant du Secrétaire général et du Directeur général.

Pouvoirs et fonctions du Comité intergouvernemental

8) Le CIG exerce le contrôle intergouvernemental du Programme.

9) Le CIG formule des directives générales au sujet de la politique, de l'administration et des opérations du PAM. Il examine les programmes de travail, indiquant les activités à entreprendre et contenant des projets de développement économique et social qui lui sont présentés par le Directeur exécutif. Le CIG autorise en outre, selon qu'il le juge approprié, la mise en oeuvre de ces programmes et projets.

10) Au début, le CIG délègue au Directeur exécutif le pouvoir de mettre en oeuvre certains types de projets (comme les projets d'alimentation scolaire, les projets limités), sans l'approbation préalable du CIG.

11) Le CIG fait rapport chaque année à l'ECOSOC et au Conseil de la FAO sur la marche du PAM, son administration et son fonctionnement.

12) Le CIG examine et approuve le budget annuel du PAM.

13) Le CIG établit son Règlement intérieur. Ce Règlement devra, entre autres, prévoir que les décisions du CIG sur les questions importantes sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents et votants. Les questions importantes comprennent les politiques, l'approbation des projets et l'affectation des ressources. En cas de doute sur les questions à considérer comme importantes, la décision est prise par un vote à la majorité des membres présents et votants. De même, les décisions du CIG sur les autres questions sont acquises à la majorité des membres présents et votants.

14) Le CIG se réunit deux fois par an en session ordinaire; des sessions extraordinaires ont lieu en cas de besoin.

15) Le Comité intergouvernemental veillera, en ce qui concerne les programmes placés sous son contrôle, à ce que :

- i) conformément aux Principes de la FAO pour l'écoulement des excédents et aux procédures consultatives instituées par le Comité des produits, et en conformité des dispositions de la résolution 1496 (XV) de l'Assemblée générale des Nations Unies, en particulier de son paragraphe 9, les marchés commerciaux et les échanges traditionnels ou en cours de développement ne soient ni gênés ni désorganisés;
- ii) l'économie agricole des pays bénéficiaires soit protégée de manière appropriée en ce qui concerne aussi bien les marchés intérieurs que le développement efficace de la production alimentaire;
- iii) l'on s'attache comme il se doit, pour ce qui est des services acceptables, à protéger les pratiques commerciales normales.

Organe administratif mixte ONU/FAO

- 16) a) Le PAM sera administré par un organe mixte FAO/ONU ayant un statut équivalent à celui d'un département de la FAO et qui sera dirigé par un Directeur exécutif ayant le statut de Sous-Directeur général.
- b) Le Directeur exécutif sera nommé par le Secrétaire général et le Directeur général après consultation avec le CIG.
- c) Le Directeur exécutif aura sous ses ordres deux divisions (l'une chargée de l'élaboration du programme et l'autre des opérations). La première s'occupera de l'élaboration et de l'évaluation du programme et l'autre des dispositions administratives et des opérations au titre des projets, y compris la gestion, la fourniture et l'expédition des produits.
- d) Les postes-clés seront pourvus d'un commun accord par le Secrétaire général et le Directeur général et en consultation avec le Directeur exécutif ou sur son initiative; cependant, certains des fonctionnaires seront choisis en raison de leurs compétences en agriculture (leur choix incombant alors principalement à la FAO) et d'autres en raison de leur connaissance générale de l'économie et du développement (leur choix incombant alors principalement aux Nations Unies).
- e) Les services financiers et administratifs généraux seront assurés par les services administratifs normaux de la FAO. Dans toute la mesure du possible, l'organe administratif fera appel au personnel et aux services existants à la FAO, aux Nations Unies et dans d'autres organismes intergouvernementaux s'il y a lieu. Les dépenses supplémentaires en résultant seront remboursées à l'aide des fonds du PAM.
- f) Aucun effort ne devra être épargné pour maintenir à un minimum le coût de la gestion et de l'administration du Programme. Au début, seul un petit nombre de hauts fonctionnaires seront choisis et nommés ou affectés au PAM. De nouveaux fonctionnaires seront recrutés progressivement et l'organisation envisagée sera graduellement étoffée à mesure que les besoins du développement du Programme l'exigeront. Le personnel recruté au titre du PAM ne pourra être engagé pour des périodes dépassant la durée du Programme.

Partie D

PROCEDURES

Directeur exécutif.

- 17) a) Les activités entreprises au titre du Programme devront avoir un caractère pratique et viser à mettre au point les projets que désirent réaliser les pays, et à aider ceux-ci à élaborer, proposer et mettre en oeuvre les projets qui paraîtront le plus réalisables, compte tenu de toutes les considérations, l'expérience acquise et les études exécutées permettant de déterminer la meilleure façon de traiter ces projets. Pour obtenir une large expérience, on devra s'efforcer de veiller à ce que les projets initiaux, outre les activités nécessaires pour faire face à des situations d'urgence, comprennent un ou plusieurs projets de chaque catégorie générale.
- b) Le Directeur exécutif, en consultation avec le Secrétaire général et le Directeur général, prépare une fois par an un programme de travail qui indique les activités en cours, les activités nouvelles à entreprendre et l'évolution (ou l'évolution envisagée) de différents types de projets pilotes, ainsi que les résultats des projets achevés et leur évaluation; il soumet ce programme, avec l'approbation du Secrétaire général et du Directeur général, à l'examen et à l'approbation du CIG. Toutes révisions ou tous amendements jugés nécessaires ultérieurement sont soumis pour approbation à la session suivante du CIG.
- c) Au cours de discussions, le Directeur exécutif et les pays donateurs détermineront, en fonction des exigences et besoins à mesure que le Programme se développe, les produits appropriés et services acceptables qui sont disponibles et qui doivent être utilisés.
- d) Si le Directeur exécutif éprouve des difficultés à faire face aux besoins pour un produit ou service déterminé, il est autorisé à demander aux gouvernements des pays donateurs de substituer ce produit ou service à un autre déjà promis. Les pays donateurs prendront dûment en considération ces demandes.
- e) Une partie des contributions en espèces peut être utilisée pour l'achat de produits essentiels, dans le cas où il n'en a pas été promis ou autrement mis à la disposition du PAM une quantité suffisante ainsi que dans le cas où ces produits peuvent être nécessaires pour améliorer l'équilibre nutritionnel des produits fournis aux pays bénéficiaires.

Pays donateurs

- a) Les pays donateurs qui désirent, dans les contributions qu'ils ont promises, remplacer un produit par un autre, ne peuvent le faire qu'avec l'accord du Directeur exécutif.
- b) Au moment où les gouvernements promettent leur contribution, ils doivent si possible offrir de fournir au PAM un choix de produits appropriés et de services acceptables.

c) Tout gouvernement participant qui s'engage initialement à verser en espèces plus du tiers de sa contribution totale peut, en accord avec le Directeur exécutif et dans la mesure qu'il spécifie à la Conférence des contributions, à tout moment pendant la période de trois ans, offrir des produits appropriés ou des services acceptables, à concurrence des deux tiers de la valeur totale de la contribution qu'il s'est initialement engagé à fournir. Dans la mesure où ces produits ou services supplémentaires sont utilisés par le Directeur exécutif, leur valeur aux prix ou cours du marché mondial viendra en déduction de toute portion non versée de la contribution initialement promise par le pays.

d) Lorsque le PAM envisage un projet comportant l'utilisation de denrées alimentaires, les pays bénéficiaires fourniront autant que possible au Directeur exécutif du PAM tous renseignements pertinents sur d'autres programmes d'aide qui pourraient aider le PAM à coordonner ses activités. Dans le cas où cela n'est pas possible, les pays donateurs ou les organisations peuvent fournir les renseignements pertinents.

Coopération du PAM avec d'autres institutions ou organisations

18.) Le PAM consultera, en cherchant à obtenir leurs avis et leur coopération, les services appropriés de la FAO et de l'ONU, ainsi que les autres institutions et organismes internationaux intéressés et coopérant au Programme, en ce qui concerne l'examen et l'élaboration des divers projets ou des aspects de ces projets qui rentrent dans leurs domaines respectifs de compétence. Les institutions et organismes internationaux intéressés et coopérants seront invités à envoyer des représentants aux réunions du CIG. Le Directeur exécutif, en consultation avec le Secrétaire général et le Directeur général, accordera une attention particulière au développement, entre autres, de ces moyens de coopération avec ces institutions et organisations, et fera rapport au Comité sur les progrès réalisés.

Elaboration et gestion des projets

Initiative des projets

- 19) i) Les pays désireux d'organiser des programmes ou projets d'aide alimentaire adressent une demande au Directeur exécutif par l'intermédiaire du Représentant résident de l'ONU, tout en tenant pleinement au courant, le cas échéant, le Représentant de la FAO dans le pays.
- ii) Si, après examen de la demande ou de l'avant-projet par le PAM, les plans apparaissent réalisables à l'aide des ressources disponibles, le Directeur exécutif réunit les renseignements supplémentaires nécessaires à leur examen. Il peut alors, si besoin est, envoyer une équipe d'enquêteurs pour examiner sur place la proposition en consultation avec le pays intéressé. Chaque équipe devrait normalement comprendre un

économiste général de l'ONU ainsi que, le cas échéant, et si possible, des représentants des autres institutions des Nations Unies qui peuvent être directement intéressées et qui accepteraient de participer aux enquêtes sur place. Après les études et les consultations sur place, appuyées par des consultations, le cas échéant, avec le Secrétariat de la Commission économique régionale des Nations Unies, l'équipe d'enquête établit un rapport qu'elle soumet au Directeur exécutif.

Mise au point des accords

- 20) i) Lorsqu'un projet proposé a été approuvé, le Directeur exécutif prépare, en consultation avec le pays intéressé, un accord portant sur les points suivants : conditions dans lesquelles s'exécuteront les travaux proposés ; éventuellement aide supplémentaire apportée au même projet par d'autres institutions ou organismes ; obligations du pays en ce qui concerne les modes d'utilisation de l'aide alimentaire, y compris l'emploi de toutes recettes en monnaie locale résultant de cette aide ; le cas échéant, mécanismes nationaux à mettre sur pied pour l'emmagasiner des produits, le transport et la distribution dans le pays et pour empêcher les fluctuations des prix intérieurs ; toutes autres conditions pertinentes, y compris les données à réunir concernant les modalités de la distribution d'aliments et ses effets sur l'amélioration de l'état nutritionnel et le développement économique et social des pays envisagés à long terme ; enfin, tous autres aspects sur la nécessité desquels les deux parties se seront mises d'accord.
- ii) La responsabilité de l'exécution du projet incombe au premier chef au pays bénéficiaire, conformément aux dispositions de l'accord relatif au projet. Il appartient toutefois au Directeur exécutif de surveiller et de faciliter cette exécution, et il utilise le cas échéant les services des Nations Unies, de la FAO ou d'autres organisations intergouvernementales, en vertu des dispositions qui pourront être mutuellement convenues.
- iii) Lorsque l'accord est mis à exécution, le pays bénéficiaire apporte une collaboration pleine et entière aux services du PAM pour leur permettre d'observer de temps à autre la marche des opérations, d'en contrôler les effets et d'évaluer les résultats de chaque projet. Dans chaque cas, des rapports sur ces points sont soumis au pays bénéficiaire intéressé, de manière qu'il puisse formuler ses observations avant que le rapport définitif soit présenté au CIG.

- iv) Les accords relatifs aux projets prévoient que les produits seront livrés au pays bénéficiaire à titre de don, sans remboursement, ou à la condition que, quand ces produits sont vendus sur le marché intérieur contre paiement en monnaie locale, le montant des ventes demeurera la propriété du gouvernement du pays bénéficiaire qui ne s'en servira que pour des activités et objets particuliers convenus dans l'accord relatif au projet.
- v) Avant de donner son approbation à un projet qui exige un financement extérieur supplémentaire en espèces pour devenir réalisable (comme c'est le cas pour beaucoup de projets de développement économique), le Directeur exécutif s'assure par des moyens appropriés que ce financement peut être obtenu. Il appartient au pays bénéficiaire de prendre des dispositions pour obtenir ce financement grâce à l'aide disponible sur une base multilatérale ou à d'autres sources.

Sauvegarde des autres exportateurs, du commerce international et des producteurs des pays bénéficiaires

21) Lors de l'évaluation des projets de développement économique et social, y compris les travaux des équipes d'enquête sur les projets, ainsi que dans leur exécution et leur évaluation ultérieure, il sera pleinement tenu compte de l'incidence possible et réelle du projet sur la production locale des denrées alimentaires, notamment les moyens possibles d'accroître cette production, ainsi que sur les marchés de denrées agricoles produites par le pays bénéficiaire.

22) Il sera également tenu dûment compte de la sauvegarde à assurer aux marchés commerciaux ainsi qu'au commerce normal et en voie de développement des pays exportateurs, en conformité des Principes de la FAO sur l'écoulement des excédents, ainsi que de la sauvegarde des pratiques commerciales normales au sujet des services acceptables.

23) Afin de sauvegarder les marchés commerciaux :

- i) Dans les débuts de l'élaboration d'un plan pour un projet dont l'importance risque de contrecarrer ou de perturber les marchés commerciaux ou le commerce normal et en voie de développement de certains pays, le Directeur exécutif consulte les pays qui risquent d'en souffrir.
- ii) Le Directeur exécutif informe de ces plans le Président du Sous-Comité consultatif du CP sur l'écoulement des excédents.

- iii) Si des questions concernant un projet envisagé du PAM sont soumises au Sous-Comité de l'écoulement des excédents, celui-ci fait connaître sans retard son opinion au Directeur exécutif qui en tiendra compte avant de poursuivre le projet.
- iv) Afin de faciliter, dans le domaine de l'écoulement des excédents, l'examen des politiques, le Directeur exécutif fournit de temps à autre au Sous-Comité de l'écoulement des excédents les documents du PAM concernant ces questions.

PARTIE E

DISPOSITIONS FINANCIERES

- 24) Le Directeur général constituera, en vertu de l'Article 6.7 du Règlement financier de la FAO, un Fonds de dépôt auquel seront versées toutes les contributions au PAM et sur lequel seront payés les frais d'administration et de gestion du programme.
- 25) Des engagements concernant les fonds, les produits et les services pour la réalisation des projets pourront commencer d'être pris dès que plus de la moitié des 100 millions de dollars constituant l'objectif aura été promise, à condition que la participation des pays et la répartition des montants promis entre produits et espèces justifient ces engagements, de l'avis du CIG, en consultation avec le Secrétaire général et le Directeur général.
- 26) Les finances du PAM seront, dans la mesure du possible, gérées conformément aux dispositions de l'actuel Règlement financier de la FAO. Le Directeur général, en consultation avec le Comité financier de la FAO et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires de l'ONU (CCAQ), mettra au point, aux fins d'approbation par le CIG, les procédures financières supplémentaires qui pourraient être nécessaires pour répondre aux besoins particuliers de l'administration du Programme.
- 27) Les rapports financiers et le budget annuel du PAM seront examinés par le Comité financier de la FAO et le CCAQ et soumis à l'approbation du CIG avec le rapport de ces comités. Il peut toutefois être dérogé à la règle de l'examen préalable pour le premier budget du PAM si le manque de temps ne permet pas l'application de cette procédure.
- 28) Les accords avec les pays bénéficiaires concernant les projets prévoient normalement que le coût du déchargement et du transport intérieur ainsi que de toute assistance technique et de tout contrôle nécessaire sera, si possible, à la charge du pays bénéficiaire. Toutefois, le Directeur exécutif peut, si besoin est, consentir des dérogations à cette règle générale dans le cas de pays qui ne sont pas en mesure de faire face eux-mêmes à ces coûts, ou prendre des dispositions pour les financer à l'aide de sources autres que le PAM.

PARTIE F

ETUDES FUTURES

- 29) Aussitôt que possible, le Secrétaire général et le Directeur général veilleront à ce que soient faites des études d'experts destinées à faciliter l'examen du développement ultérieur des programmes alimentaires multilatéraux. En préparant ces études, le Secrétaire général et le Directeur général prendront des dispositions pour que la plus grande partie possible de ces enquêtes soit menée dans le cadre des activités ordinaires du personnel de la FAO et de l'ONU, ainsi que d'autres organisations intergouvernementales intéressées et compétentes.

ANNEXE I

B. Recommandations concernant les mesures préparatoires et les études

Mesures préparatoires

19. Pour faire face aux dépenses initiales du PAM, la Conférence de la FAO, à sa onzième session, a autorisé le Directeur général à prélever sur le Fonds de roulement de la FAO 100 000 dollars qui seront remboursés à l'aide des premières contributions en espèces versées au PAM. Le Comité recommande que les mesures préparatoires à prendre avant sa prochaine session comprennent les dispositions suivantes :
20. Le Secrétaire général et le Directeur général devront :
- a) Nommer ou affecter un petit nombre de fonctionnaires à des postes-clé au PAM et les charger de préparer des plans provisoires pour son administration et son fonctionnement.
 - b) Envoyer une ou deux petites équipes d'enquêteurs pour visiter des pays en voie de développement, dans une ou deux régions. Ces équipes devraient être limitées à deux ou trois personnes et comprendre autant que possible du personnel déjà sur place. Elles examineront avec les fonctionnaires compétents les projets réalisables dans chaque pays et, le cas échéant, les inciteront à commencer les plans d'un ou de plusieurs projets à soumettre au PAM.
 - c) Fournir toute l'aide possible aux Etats Membres ayant des projets en préparation, par l'intermédiaire des représentants résidents de l'ONU-BAT, des représentants de la FAO dans les pays le cas échéant et des fonctionnaires techniques régionaux, ainsi que des autres membres du personnel international et des experts d'assistance technique pour la mise au point de projets à soumettre éventuellement au PAM.
21. Le Directeur général délèguera au Directeur exécutif, dans toute la mesure du possible, la responsabilité opérationnelle des fonctions qui incombent actuellement au Directeur général en matière de secours international en cas de famine, et de secours alimentaire d'urgence; le nouveau personnel commencera à mettre au point des dispositions conçues expressément en vue de l'exécution des opérations de secours.
22. Le Directeur exécutif, avec le concours du personnel normal, de la FAO et de l'ONU, préparera un projet de programme de travail et de budget et le soumettra, avec l'approbation du Secrétaire général et du Directeur général, à l'examen et à l'approbation du CIG, en l'accompagnant d'un résumé des travaux déjà effectués.

23. Le Comité estime souhaitable que le Secrétaire général et le Directeur général mettent à la disposition des pays, très longtemps avant la Conférence des contributions, une liste des produits considérés comme les plus appropriés aux fins du Programme. Néanmoins, il est entendu que cette liste ne sera pas interprétée comme étant simplement une liste de produits excédentaires et que les produits qui n'y figurent pas ne devraient pas obligatoirement être exclus des contributions. Cette liste a uniquement pour objet d'indiquer aux pays, de façon générale, les produits qui, de l'avis du Secrétaire général et du Directeur général, paraîtraient les plus utiles pour le PAM.

Etudes

24. L'Assemblée générale des Nations Unies et la Conférence de la FAO avaient estimé dans leurs résolutions que, outre l'expérience acquise sur le terrain grâce aux opérations du PAM, certaines informations supplémentaires devraient être obtenues sur les principaux aspects des programmes alimentaires multilatéraux. Sur la base des vues déjà exprimées par le Comité des produits et par le Conseil de la FAO, le CIG propose que ces nouvelles études portent principalement sur des domaines tels que ceux qui sont indiqués ci-après :

- a) Relations entre le développement de l'aide alimentaire et de l'aide sous d'autres formes;
- b) Mérites respectifs de l'aide alimentaire et des autres formes d'aide pour un volume donné d'aide totale;
- c) Portée de l'aide alimentaire par rapport i) au maintien et à l'expansion des marchés commerciaux, et ii) à l'opportunité et à la possibilité de développer la consommation;
- d) Aide alimentaire par rapport à la production agricole et aux programmes de développement agricole des pays bénéficiaires;
- e) Incidences économiques et techniques des politiques éventuelles visant à réorienter la composition de la production agricole afin de faire face aux besoins des pays qui manquent de produits alimentaires;
- f) Mérites respectifs de l'aide alimentaire et des autres formes d'aide par rapport au développement économique et social.

25. Il a été convenu que ces études seraient effectuées avec l'aide des secrétariats de l'ONU et de la FAO et, le cas échéant, d'autres organisations et organes intergouvernementaux. Les études indiquées devraient

être exécutées et fournies aux gouvernements en temps voulu pour l'examen général prévu au paragraphe IV de la Résolution FAO et aux paragraphes I, 14 et II, 3 de la Résolution de l'ONU. D'autres questions pertinentes concernant l'aide alimentaire pourront être incluses si, à l'expérience, on le juge souhaitable. Le Comité est d'avis que les sessions tenues concurremment par l'ECOSOC et le Conseil de la FAO pourront fournir des directives supplémentaires à ce sujet.

16. En relation avec l'aide à fournir en cas d'urgence, les principes directeurs et les critères du programme ont mentionné les circonstances exceptionnelles découlant de la malnutrition chronique. Il y est également question de la création de réserves nationales de produits alimentaires. Le Directeur exécutif estime que le véritable remède de la malnutrition chronique est représenté par le développement économique et le développement de l'agriculture en particulier et que des injections spéciales de produits alimentaires pour faire face à des situations exceptionnelles découlant de la malnutrition chronique ne peuvent se défendre que si elles provoquent simultanément une augmentation de la production alimentaire de la région même qui bénéficie de l'aide fournie. Il faut éviter de considérer le PAM comme un moyen d'obtenir des ressources alimentaires supplémentaires pour réduire la malnutrition chronique régnant dans certaines régions et à laquelle peuvent seules remédier des mesures de développement économique planifié.

17. Si la constitution de réserves alimentaires est un objectif très souhaitable il ne faut pas oublier que le PAM est d'une envergure trop modeste pour être utilisé à cette fin dans une proportion appréciable. Il pourrait néanmoins être possible d'entreprendre un projet de ce type dans un pays très peu étendu où une réserve alimentaire rendrait des services tout en étant d'un volume restreint.

18. Pour ce qui est de la contribution à l'alimentation des enfants d'âge pré-scolaire et scolaire, les remarques suivantes s'imposent: l'assistance aux enfants d'âge pré-scolaire se rattache à l'assistance aux femmes enceintes et aux enfants de moins de cinq ans qui est réalisée surtout dans les centres de protection maternelle et infantile du type de ceux qui ont été créés dans divers pays avec l'aide d'organisations telles que l'OMS et le FISE. Dans la plupart des pays en cours de développement, on n'atteint ainsi qu'un faible pourcentage des mères et des enfants d'âge pré-scolaire. L'étude de projets de ce type, tout en sollicitant l'assistance des organisations citées plus haut, sera abordée d'une manière beaucoup plus large par le moyen de programmes de développement communautaire, de projets d'aide maternelle et d'économie ménagère et d'autres moyens. Le Directeur exécutif a l'intention de confier, chaque fois que cela sera possible, à l'OMS l'exécution technique des projets du type qui sont mis en oeuvre par l'intermédiaire des centres de protection maternelle et infantile. L'OMS comme le FISE se sont déjà déclarés disposés à coopérer avec le PAM à cet égard.

19. Les projets d'alimentation scolaire peuvent intéresser aussi bien les enfants qui fréquentent les jardins d'enfants et les écoles primaires que les élèves des écoles secondaires et les étudiants des universités. Il est exact que de nombreuses activités dans le domaine de l'alimentation des enfants d'âge primaire sont déjà menées sous les auspices d'organismes tels que le FISE, CARE, etc.

Bien des pays exécutent également des projets importants avec leurs propres ressources sans aucune aide extérieure. Néanmoins, des projets au titre du PAM seront organisés afin d'étudier expérimentalement divers types de produits alimentaires et leur distribution par diverses méthodes.

See letter 17/1/63

20. On s'attachera en particulier à l'évaluation précise de ces projets en mesurant des facteurs tels que l'influence de l'aide alimentaire sur l'assiduité scolaire, la santé des écoliers, leur coefficient d'intelligence, etc.. L'objet de ces activités est d'acquérir une connaissance approfondie des différents types de projets d'alimentation scolaire et de déterminer le profit qui pourrait être retiré d'un programme d'assistance scolaire beaucoup plus vaste et plus universel pour le cas où des ressources supplémentaires deviendraient disponibles ultérieurement.

21. Les programmes d'alimentation scolaire destinés aux élèves de l'enseignement secondaire et aux étudiants retiendront également l'attention. Ici, l'alimentation scolaire fournie par exemple dans des internats pourrait devenir un moyen d'accroître le nombre des étudiants à l'éducation desquels un gouvernement donné peut contribuer. L'UNESCO est en mesure de conseiller les gouvernements en ce qui concerne les divers types d'enseignement qui devraient bénéficier d'une priorité et ces conseils seraient en accord avec ceux que l'UNESCO donne déjà à nombre de pays en ce qui concerne le développement général de leur système d'enseignement. L'UNESCO s'est déclarée disposée à aider le PAM dans la préparation de ce type de projet. La FAO elle-même jouera dans cette préparation un rôle important en donnant des directives sur les problèmes nutritionnels alors que l'OMS s'occupera des problèmes sanitaires. Aux stades préliminaires des programmes d'alimentation scolaire, il est donc souhaitable que les représentants résidents s'assurent le concours des représentants de toutes les institutions spécialisées compétentes afin que ceux-ci donnent des conseils aux gouvernements qui leur en feront la demande.

22. En ce qui concerne l'utilisation des produits alimentaires pour faciliter le développement économique et social, en particulier dans le cadre de projets comportant une utilisation intensive de main-d'oeuvre ou intéressant le bien être rural, différents types de projets ont déjà été proposés au Directeur exécutif par les gouvernements des pays où il s'est rendu ainsi que par des fonctionnaires des Nations Unies et des institutions spécialisées. Le principal objectif des projets de cette catégorie est de démontrer de quelle manière et dans quelle mesure les produits alimentaires peuvent être utilisés pour stimuler la production, et en particulier mais non exclusivement la production agricole. Parmi les projets de ce type on peut citer les exemples suivants:

a) Projets de migration et de colonisation agraire

L'idée fondamentale est ici de fournir des produits alimentaires pendant une période limitée, deux ou trois ans par exemple, afin de mettre la population nouvelle en mesure de consacrer intégralement son temps et son énergie aux activités nécessaires pour mettre en culture les terres nouvelles. L'aide alimentaire sera supprimée lorsque les nouveaux habitants seront en mesure de produire leurs propres aliments sur les terres nouvelles.

b) Projets de réforme agraire

Ici encore les produits alimentaires peuvent être utilisés pour suppléer au manque de denrées alimentaires qui peut se produire au premier stade de l'application de la réforme agraire.

See letter 17/1/63

- 7 -

c) Aide alimentaire pour introduire des cultures nouvelles et plus productives.

Dans ce cas également, des injections de produits alimentaires de l'extérieur pourraient faciliter l'introduction de cultures nouvelles. Ces projets pourraient se concentrer sur des objectifs tels que le remplacement des cultures de plantes amylacées par des légumineuses à grains; la conversion en pâturages de zones qui se prêtent mieux à cette utilisation qu'à la culture; le remplacement par des cultures vivrières du chanvre et du pavot à opium actuellement utilisés pour produire des stupéfiants.

d) Aide alimentaire pour favoriser la production de bétail par l'introduction de produits mélangés pour l'alimentation animale.

Les produits d'alimentation animale fournis au titre du PAM peuvent compléter les produits d'origine locale qui actuellement sont perdus en partie et il serait possible de fabriquer des aliments composés qui, donnés aux bovins, à la volaille, aux porcins, pourraient constituer la base d'un revenu monétaire suffisant pour que les exploitants locaux continuent ultérieurement leur production en achetant les aliments et les constituants supplémentaires. Il peut alors être mis fin à l'aide au titre du PAM. Il convient d'observer qu'un projet de ce type exige du matériel (installations pour la préparation des mélanges, etc.) que le PAM ne peut fournir, mais pour lesquels il serait possible d'obtenir la coopération d'autres programmes d'assistance bilatérale ou multilatérale.

e) Promotion des projets de développement communautaire par des fournitures de denrées alimentaires.

Des denrées alimentaires pourraient être mises à la disposition des habitants des communautés qui, par leur propre travail et en utilisant des matériaux locaux, exécutent différents types de travaux au bénéfice de la communauté dans son ensemble (construction d'écoles et d'hôpitaux, de routes, bâtiments, etc.). Il s'agit là d'un domaine dans lequel la coopération de l'ONU et de l'OIT devrait être particulièrement recherchée.

f) Aide aux projets d'irrigation et de drainage réalisés en fournissant aux travailleurs une partie de leurs salaires sous forme de produits alimentaires.

Il n'est pas besoin d'observations spéciales.

Approche par projet

23. Les exemples de projets typiques énumérés plus haut sont destinés à démontrer la multiplicité des manières dont les produits alimentaires peuvent être utilisés pour stimuler le développement économique.

24. Seule l'approche par projet sera pour l'instant appliquée aux activités relevant du PAM. Cela signifie que les produits alimentaires seront fournis uniquement pour des projets bien étudiés ayant un objectif précis. La plupart des produits excédentaires qui sont actuellement fournis par des organismes bilatéraux tels que l'AID, sont fournis d'une façon globale et non pas répartis par projets précis. Le principal objectif de cette fourniture globale est de mettre les gouvernements en mesure d'exécuter des plans de développement économique de plus grande envergure qu'il ne leur serait possible en l'absence

de cette aide alimentaire. L'aide alimentaire dans ce cas joue principalement un rôle anti-inflationniste. Il est donc manifeste que les fournitures globales de produits alimentaires peuvent également être utiles au développement économique, indépendamment du fait qu'elle n'est pas associée à des projets.

25. L'approche par projet adoptée pour les activités du PAM se justifie néanmoins pour les raisons suivantes:

- a) elle met le PAM en mesure de définir avec précision les objectifs à atteindre;
- b) elle permet de procéder à l'évaluation complète de ces projets;
- c) il est facile de sauvegarder les intérêts d'autres pays qui exportent commercialement les produits fournis au titre du PAM, étant donné que l'on peut soutenir que l'exécution du projet est fonction de cette fourniture même, qu'il s'ajoute aux transactions commerciales normales et qu'il ne peut être en conséquence question de concurrence à leur égard;
- d) la plupart des projets, loin d'avoir une influence défavorable sur la production agricole locale, sont destinés à la stimuler et à l'accroître.

De plus, l'échelle actuelle du PAM exclut pratiquement l'approche par fourniture globale, en raison des quantités beaucoup plus grandes que cette dernière fait intervenir. "

Elaboration et gestion des projets

26. L'attention a été appelée sur les paragraphes 19) et 20) figurant aux pages 7 et 8 de l'extrait du document CL 38/2 qui contient une description des procédures à suivre en ce qui concerne la question. A cet égard, le Directeur exécutif désire mettre en relief les points suivants:

- a) Les représentants résidents de l'ONU et les représentants de la FAO dans les pays ont déjà reçu la première lettre d'instruction qui porte surtout sur la préparation de la Conférence des contributions qui se tiendra prochainement. De plus, les représentants résidents de l'ONU ont reçu ou recevront prochainement, une lettre du Président du Bureau de l'assistance technique autorisant formellement les représentants résidents à remplir les fonctions d'agents officiels du PAM.
- b) Le Programme étant une entreprise commune ONU/FAO, une coopération étroite et constante est indispensable entre le représentant résident de l'ONU et le représentant de la FAO dans le pays sur tous les aspects de ce Programme. Néanmoins, plusieurs institutions spécialisées de l'ONU (en particulier l'OMS, l'OIT, l'UNESCO ainsi que le FIASE) ont décidé de collaborer étroitement avec le PAM et, en conséquence, leurs représentants devront être consultés chaque fois qu'un projet relevant de leur compétence est à l'étude. De même, le cas échéant, les représentants résidents devront consulter les représentants de l'Office du Haut Commissaire pour les réfugiés et le Comité intergouvernemental des migrations européennes au cours de l'élaboration des projets relevant du PAM.

- c) Il est recommandé aux représentants résidents pour chaque pays de prendre l'initiative d'organiser de temps à autre des réunions avec leurs collègues représentant les autres institutions afin d'examiner en commun l'élaboration des projets relevant du PAM.
- d) Si le Directeur exécutif juge nécessaire d'envoyer une équipe d'enquête dans un pays donné afin d'aider à la préparation des projets, il est entendu que chaque fois que le besoin se fera sentir, le représentant résident et les représentants de la FAO et des autres institutions spécialisées et du FISE feront automatiquement partie de l'équipe.

27. Le Directeur exécutif joint, en annexe au présent document, le texte du mandat qui a été préparé pour les trois missions qui se rendront prochainement en Indonésie, en Somalie et Tanganyika, ainsi qu'au Brésil. Ce texte pourra être utile aux représentants résidents au cours de leurs discussions avec les gouvernements relatives à la préparation des projets.

28. Si la responsabilité première de l'exécution des projets incombe au pays bénéficiaire, le Directeur exécutif est chargé du contrôle et de fournir l'assistance nécessaire. Il devra assumer la responsabilité directe du contrôle des produits d'alimentation humaine et animale fournis au titre du PAM. Il est particulièrement important de s'assurer que les produits alimentaires parviennent à leur destination finale et que les pertes et les gaspillages sont limités au plus strict minimum. Ce contrôle sera exécuté par du personnel relevant directement du Directeur exécutif. Néanmoins, ce personnel devra s'acquitter de ses fonctions en coopération étroite avec le représentant résident, les représentants des institutions spécialisées et, évidemment, le pays intéressé.

29. Le contrôle technique de l'exécution d'un projet (considéré indépendamment du contrôle des fournitures) sera délégué par le Directeur exécutif, suivant le cas, à l'ONU, à la FAO ou à une des autres institutions spécialisées - procédure analogue à celle qui est actuellement appliquée par le Fonds spécial des Nations Unies.

30. L'institution choisie comme agent d'exécution pour un projet donné sera également chargée de la mise en route de l'accord relatif au projet. Cet accord auquel seront parties le pays, le PAM et l'organisme chargé de l'exécution sera rédigé immédiatement après l'approbation du projet par le Comité intergouvernemental du PAM.

Collaboration avec les autres programmes d'aide étrangère

31. Dans le cadre du PAM, l'aide aux pays ne peut être fournie que sous forme de produits ou de services. Pour nombre de projets, une assistance supplémentaire, sous forme d'assistance technique et de matériel, sera nécessaire et, dans ces cas, des mesures devront être prises pour que cette assistance supplémentaire soit fournie par d'autres sources. Le Directeur exécutif procède actuellement à des consultations avec d'autres programmes d'aide multilatérale tels que la BIRD, l'IDA, le BAT, le Fonds spécial, etc., en ce qui concerne les moyens de fixer les procédures de coopération à suivre à l'avenir. L'issue de ces discussions sera annoncée dès que possible. Des consultations sont également en cours avec plusieurs gouvernements qui exécutent des programmes d'aide bilatérale.

Certains gouvernements se sont déjà déclarés disposés à coopérer avec le PAM par l'intermédiaire de ces programmes. Ici encore, les fonds recueillis dans certains pays au titre de la Campagne mondiale contre la faim représentent une autre possibilité d'aide supplémentaire aux projets du PAM. Au cours des échanges de vue auxquels a récemment procédé le Directeur exécutif, plusieurs suggestions ont été présentées en vue de combiner des projets CMCF avec des projets PAM. L'étude de cette possibilité sera poursuivie. Une coordination effective entre la Campagne mondiale contre la faim et le Programme alimentaire mondial se justifie également du fait que le PAM peut être considéré comme une suite logique de la CMCF. On peut faire remarquer que les résolutions aussi bien celle de l'ONU que celle de la FAO, qui ont approuvé la mise en route du PAM, ont rappelé les rapports entre ce Programme et la Campagne.

Calendrier d'exécution

32. Dès que les résultats de la Conférence des contributions seront connus, le Directeur exécutif commencera à préparer un programme de travail et budget pour la prochaine année. Ce programme de travail et budget sera soumis pour approbation au Comité intergouvernemental qui se réunira à Rome pendant trois jours pendant la dernière semaine du mois d'octobre 1962 (immédiatement après la session du Conseil de la FAO). Il sera peut-être nécessaire de tenir une seconde réunion du Comité intergouvernemental au début de l'année suivante et le Comité est censé devoir se réunir ensuite deux fois par an. Actuellement, chaque projet doit être approuvé par le Comité intergouvernemental avant de pouvoir être mis en oeuvre.

MANDAT DES MISSIONS EXPLORATOIRES DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

1. La visite dans le pays a pour objectif principal de recueillir une impression directe des types d'opérations qui pourraient bénéficier du soutien du PAM.
2. A cette fin, la mission doit essayer de définir, avec l'aide des fonctionnaires du pays, des projets du type prévu au paragraphe 5 du document CL/38/2-(a) constitution de réserves alimentaires seulement, (b) et (c) - susceptibles de constituer pour les opérations du PAM des exemples appropriés.
3. Une attention particulière doit être accordée aux projets-pilotes qui représentent dans le domaine de l'aide multilatérale aux pays en cours de développement un type nouveau d'entreprise pour lequel il n'existe pas encore de précédent. Bien que l'agriculture doive bénéficier d'une attention spéciale, ces projets pourront être établis pour tous les secteurs de l'économie.
4. Les projets doivent être précis, former un tout autonome et contenir les renseignements suivants:
 - a) ils doivent avoir des rapports évidents avec des efforts personnels effectifs et le Gouvernement doit leur attribuer une priorité élevée;
 - b) le Gouvernement doit être disposé à consacrer au projet une fraction des ressources nationales suffisante pour permettre leur exécution;
 - c) s'il existe un plan de développement général, par secteurs ou par régions, le projet doit pouvoir s'insérer dans ce plan;
 - d) le volume et la composition de l'aide alimentaire nécessaire doivent être stipulés;
 - e) en cas de besoin, le financement supplémentaire du projet à demander à des sources autres que le PAM doit être évalué et la provenance, nationale ou étrangère, de ces fonds supplémentaires devra être précisée;
 - f) Le mode d'utilisation de l'aide alimentaire doit être indiqué;
 - g) des recherches devront être faites sur l'influence probable de l'aide alimentaire sur le commerce actuel des produits, en tenant compte de l'accroissement prévu pour la consommation, consécutif à l'accroissement de la demande résultant de l'exécution du projet;
 - h) il faudra prévoir un dispositif institutionnel ou administratif pour la réception, l'emmagasiner et la distribution de l'aide alimentaire;
 - i) Toute l'aide technique nécessaire pour les activités consultatives intéressant le projet devra être évaluée d'après le nombre et le type des experts, ainsi que la durée de leurs services;

- j) Il faudra fixer la date à choisir pour l'ensemble de l'opération et, en particulier, pour la fourniture de l'aide alimentaire;
- k) Des recherches devront être faites sur les possibilités techniques et économiques du projet de développement dont l'aide alimentaire constituera une partie, à moins que ces investigations n'aient déjà été faites par des autorités locales ou par les experts de l'ONU, bien qu'il soit évident que l'on n'attend pas de la mission une étude détaillée à ce sujet.

5. Bien que la mission exploratoire ne doive pas engager le PAM à exécuter une opération donnée, il est possible que, dans des conditions favorables, la mission puisse encourager le Gouvernement intéressé à commencer l'étude d'un ou de plusieurs projets en vue de leur soumission ultérieure au PAM, ainsi que le suggère le paragraphe 20b du document CL 38/2. Toutefois la mission devra agir avec réserve à cet égard.

6. En ce qui concerne l'importance de chaque projet, il semble que la mission devra attacher une attention particulière aux projets exigeant une aide alimentaire répartie sur une période de 3 à 5 ans, d'un montant compris entre 250 000 et 2 millions de dollars.

7. La mission devra s'attacher à ajouter aux projets, dans la mesure du possible, des caractéristiques qui pourront ultérieurement faciliter leur évaluation, conformément aux dispositions du paragraphe 17b) du document CL 38/2.

8. La mission doit exposer aux représentants du Gouvernement et discuter avec eux la teneur des paragraphes 19 et 20 du document CL 38/2.

9. Dans l'exécution de ses tâches, la mission doit coopérer étroitement avec le représentant résident de l'ONU et le représentant de la FAO dans le pays et rechercher l'avis des experts de l'ONU et d'autres institutions spécialisées sur le terrain.

10. Après l'achèvement de ses travaux, la mission fera rapport au Directeur exécutif du PAM. Ce rapport devra être prêt à la fin du mois de septembre.